

SOCIÉTÉ DES NATIONS  
*Journal Officiel*

Supplément spécial N° 182

OCTOBRE 1938

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-neuvième session ordinaire  
(du 12 au 30 septembre 1938)

Genève, 1938

LEAGUE OF NATIONS  
*Official Journal*

Special Supplement No. 182

OCTOBER 1938

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

at its Nineteenth Ordinary Session  
(September 12th to 30th, 1938)

Geneva, 1938



LEAGUE  
O.J.sp.suppl.182  
070564

# LES ACTES DE LA DIX-NEUVIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication jusqu'à fin juillet 1939. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page IV de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète: Fr. 40.— (argent suisse), y compris tout autre supplément spécial au *Journal Officiel* pouvant être publié entre la dix-neuvième et la vingtième session ordinaire de l'Assemblée.

## JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et les résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

	Argent suisse
Abonnement annuel (1939) (y compris l'Index) . . . . .	Fr. 60.—
1 <sup>re</sup> Année (1920) . . . . .	» 15.—
2 <sup>me</sup> » (1921) . . . . .	» 15.—
3 <sup>me</sup> » (1922) . . . . .	» 60.—
4 <sup>me</sup> » (1923) . . . . .	» 60.—
5 <sup>me</sup> » (1924) . . . . .	» 60.—
6 <sup>me</sup> » (1925) . . . . .	» 60.—
7 <sup>me</sup> » (1926) . . . . .	» 60.—
8 <sup>me</sup> » (1927) . . . . .	» 60.—
9 <sup>me</sup> » (1928) . . . . .	» 60.—
10 <sup>me</sup> » (1929) <i>et seq.</i> (y compris l'Index) . . . . .	» 75.—

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages.

*Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet.*

## RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en quatre éditions: française, anglaise, allemande et espagnole.

Abonnement annuel (édition française, allemande ou espagnole, frais d'envoi compris) . . . . .	Fr. suisses	5.—
(édition anglaise) . . . . .	» »	10.—

*Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-neuvième session ordinaire  
du 12 au 30 septembre 1938

## TABLE DES MATIÈRES

Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa dix-neuvième session ordinaire,  
du 12 au 30 septembre 1938.

	Pages
I. CONSTITUTION <i>a)</i> D'UNE COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS, <i>b)</i> D'UN COMITÉ DES NOMINATIONS, <i>c)</i> D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR, <i>d)</i> DU BUREAU:	
1. Constitution d'une Commission de vérification des pouvoirs . . .	5
2. Constitution d'un Comité des nominations . . . . .	5
3. Constitution d'une Commission de l'ordre du jour . . . . .	6
4. Constitution du Bureau . . . . .	6
II. NOMINATION DES COMMISSIONS GÉNÉRALES ET RÉPARTITION DES TRAVAUX	7
III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION:	
1. Proposition du Gouvernement du Royaume-Uni d'amender l'article premier, paragraphe 1, du Règlement intérieur de l'Assemblée	9
2. Activité de l'Institut international pour l'Unification du droit privé . . . . .	9
IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION:	
1. Travaux de l'Organisation des communications et du transit au cours des années 1931 à 1938 . . . . .	10
2. Questions économiques et financières . . . . .	10
V. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DES DEUXIÈME ET SEPTIÈME COMMISSIONS:	
1. Conférence européenne de la vie rurale . . . . .	13
2. Alimentation et habitation . . . . .	13
VI. RÉOLUTIONS ET RECOMMANDATION ADOPTÉES A LA SUITE DU RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION:	
Réduction et limitation des armements, et protection des populations civiles contre les bombardements aériens en cas de guerre . .	15
VII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DU RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION:	
Questions financières . . . . .	18

	Pages
VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION :	
1. Questions sociales . . . . .	24
2. Répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui . . . . .	25
3. Questions pénales et pénitentiaires . . . . .	25
IX. RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION :	
1. Mandats . . . . .	26
2. Assistance internationale aux réfugiés . . . . .	26
3. Mise en œuvre des principes du Pacte: Questions relatives à l'article 16 du Pacte . . . . .	28
4. Mise en œuvre des principes du Pacte: Collaboration entre la Société des Nations et les États non membres . . . . .	29
5. Mise en œuvre des principes du Pacte: Question dite de la séparation du Pacte et des traités de paix . . . . .	29
6. Situation en Espagne. Proposition du Gouvernement espagnol relative au retrait des combattants non espagnols . . . . .	31
X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SEPTIÈME COMMISSION :	
1. Travaux de l'Organisation de coopération intellectuelle . . . . .	32
2. Moyens modernes de diffusion utilisés dans l'intérêt de la paix . . . . .	33
3. Moyens d'information à la disposition du Secrétariat . . . . .	34
4. Union internationale de secours . . . . .	35
5. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles . . . . .	35
6. Travaux de l'Organisation d'hygiène . . . . .	36
XI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DE PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE :	
1. Commission d'étude pour l'Union européenne . . . . .	37
2. Situation actuelle en Europe . . . . .	37
XII. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE :	
Election du successeur de M. Åke Hammarskjöld . . . . .	38
XIII. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL . . . . .	39



## RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-neuvième session ordinaire, du 12 au 30 septembre 1938.

---

### I. CONSTITUTION *a)* D'UNE COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS, *b)* D'UN COMITÉ DES NOMINATIONS, *c)* D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR, *d)* DU BUREAU

#### 1. CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

L'Assemblée a nommé une Commission de vérification des pouvoirs, qui a été constituée comme suit:

Le professeur George W. PATON (Australie);  
Le Dr Rafael María ANGULO (Cuba);  
M. Jesper SIMONSEN (Danemark);  
M. Harald HELLSTRÖM (Finlande);  
Son Excellence M. A. SÉPAHBODI (Iran);  
Son Excellence M. J. FELDMANS (Lettonie);  
M. J. P. A. FRANÇOIS (Pays-Bas);  
Son Excellence M. F. GARCÍA-CALDERÓN (Pérou);  
Son Excellence M. N. SADAK (Turquie).

La Commission a soumis des rapports à l'Assemblée, qui les a approuvés.

*[Séances du 12 septembre (matin) et du  
13 septembre (après-midi) 1938.]*

#### 2. CONSTITUTION D'UN COMITÉ DES NOMINATIONS

L'Assemblée a institué un Comité des nominations, composé comme suit:

M. H. T. ANDREWS (Union Sud-Africaine);  
M. R. A. BUTLER (Royaume-Uni);  
Son Excellence le Dr D. KARADJOFF (Bulgarie);  
Son Excellence M. Luis CANO (Colombie);  
M. Henry BÉRENGER (France);  
Son Excellence Sayid Raouf AL CHADIRCHI (Irak);  
M. C. J. HAMBRO (Norvège);  
Son Excellence M. T. KOMARNICKI (Pologne);  
Le professeur W. RAPPARD (Suisse);  
M. J. SOURITZ (Union des Républiques soviétiques socialistes);  
Son Excellence M. V. BENAVIDES (Uruguay).

*[Séance du 12 septembre 1938 (matin).]*

### 3. CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée comme suit:

Son Excellence le comte CARTON DE WIART (Belgique);  
M. M. MELAS (Grèce);  
M. J. J. HEARNE (Irlande);  
Son Excellence M. S. LOZORAITIS (Lithuanie);  
Son Excellence M. L. PADILLO NERVO (Mexique);  
M. R. M. CAMPBELL (Nouvelle-Zélande);  
Son Excellence le professeur D<sup>r</sup> J. CAEIRO DA MATTA (Portugal).

[Séance du 12 septembre 1938 (après-midi).]

### 4. CONSTITUTION DU BUREAU

Le Bureau de la dix-neuvième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit:

a) *Président de l'Assemblée.*

Son Excellence M. Eamon DE VALERA (Irlande).

b) *Vice-présidents de l'Assemblée.*

Les premiers délégués du Royaume-Uni, de la France, de la Suisse, de la Suède, de la Pologne, du Siam, de la Turquie et de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

c) *Présidents des sept Commissions générales.*

M. PELLA (Roumanie), M. DE NICKL (Hongrie), le Très Hon. LAPOINTE (Canada), le comte CARTON DE WIART (Belgique), Ali EL SHAMSY Pacha (Egypte), M. OLIVERA (République Argentine), M. SCHMIDT (Estonie).

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

M. LOZORAITIS (Lithuanie).

e) *Président de la Commission de vérification des pouvoirs.*

M. GARCÍA-CALDERÓN (Pérou).

[Séances du 12 septembre (après-midi) et du  
13 septembre (après-midi) 1938.]

---

## II. NOMINATION DES COMMISSIONS GÉNÉRALES ET RÉPARTITION DES TRAVAUX

L'Assemblée a nommé sept Commissions générales.

[Séances du 12 septembre (après-midi) et  
du 13 septembre (après-midi) 1938.]

Les diverses Commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée:

### *Première Commission (Questions juridiques).*

1. Article premier, paragraphe 1, du Règlement intérieur de l'Assemblée.
2. Unification du droit privé: Activité de l'Institut international pour l'Unification du droit privé.

### *Deuxième Commission (Questions économiques, financières et de transit).*

1. Communications et transit.
2. Election de membres de l'Organisation des communications et du transit.
3. Structure et fonctionnement de l'Organisation économique et financière de la Société des Nations.
4. Questions économiques et financières.
5. Conférence européenne sur la vie rurale <sup>1</sup>.
6. Habitation <sup>1</sup>.
7. Alimentation <sup>1</sup>.

### *Troisième Commission (Réduction et limitation des armements).*

1. Réduction et limitation des armements: Suite donnée à la résolution de l'Assemblée en date du 30 septembre 1937.
2. Protection des populations civiles non combattantes contre les bombardements aériens en cas de guerre.

### *Quatrième Commission (Questions budgétaires et administratives).*

1. Nominations à la Commission de contrôle.
2. Budget de la Société des Nations et questions administratives.

### *Cinquième Commission (Questions sociales).*

1. Questions sociales (y compris les questions pénales et pénitentiaires).

---

<sup>1</sup> Questions traitées conjointement par les deuxième et septième Commissions.



2. Convention pour la suppression de l'exploitation de la prostitution d'autrui: Question de la convocation d'une Conférence.

*Sixième Commission (Questions politiques).*

1. Mandats <sup>1</sup>.
2. Réfugiés.
3. Mise en œuvre des principes du Pacte de la Société des Nations: Rapport du Comité spécial.
4. Situation en Espagne <sup>1</sup>.
5. Proposition du Gouvernement espagnol relative au retrait des combattants non espagnols <sup>1</sup>.

*Septième Commission (Questions techniques diverses (Hygiène, Opium, Coopération intellectuelle, etc.)).*

1. Coopération intellectuelle.
2. La Société des Nations et les moyens modernes de diffusion utilisés dans l'intérêt de la paix: Rapport de la Commission internationale de coopération intellectuelle.
3. Moyens d'information concernant la Société des Nations à la disposition du Secrétariat: Rapport du Secrétaire général.
4. Union internationale de secours <sup>1</sup>.
5. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
6. Questions d'hygiène.
7. Conférence européenne sur la vie rurale <sup>2</sup>.
8. Alimentation <sup>2</sup>.
9. Habitation <sup>2</sup>.

*Question renvoyée au Bureau afin que ce dernier puisse faire des propositions pour la procédure à adopter.*

Commission d'étude pour l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> Question ajoutée au cours de la session à l'ordre du jour de l'Assemblée.

<sup>2</sup> Questions traitées conjointement par les deuxième et septième Commissions.

### III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION

#### I. PROPOSITION DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI D'AMENDER L'ARTICLE PREMIER, PARAGRAPHE I, DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE <sup>1</sup>

L'Assemblée décide que l'article premier, paragraphe I, du Règlement intérieur de l'Assemblée sera amendé et revêtira la forme suivante:

« L'Assemblée se réunit chaque année, au siège de la Société des Nations, le lundi tombant entre le 10 et le 16 septembre inclusivement. »

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

#### 2. ACTIVITÉ DE L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ

L'Assemblée prend acte du rapport de la première Commission (document A.42. 1938.V) relatif à l'œuvre de l'Institut international pour l'Unification du droit privé et félicite l'Institut du travail remarquable qu'il a accompli.

*[Résolution adoptée le 26 septembre 1938 (après-midi).]*

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la première Commission, voir document A.60.1938.V.

## IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

### I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT AU COURS DES ANNÉES 1931 A 1938

L'Assemblée,

Après avoir fait exercer par sa deuxième Commission un contrôle spécial sur l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit au cours de la période écoulée depuis la dernière Conférence générale des communications et du transit (octobre 1931):

1<sup>o</sup> Adopte le rapport et les conclusions de sa deuxième Commission (document A.68.1938.VIII);

2<sup>o</sup> Apprécie hautement les résultats obtenus dans les divers domaines de l'activité de cette Organisation, dont elle approuve les travaux;

3<sup>o</sup> Approuve la décision prise par sa deuxième Commission et fixant à dix-huit le nombre de sièges à la nouvelle Commission des communications et du transit, et ratifie l'élection, pour la période de trois ans qui va s'ouvrir, des Membres suivants de l'Organisation dont les ressortissants sont appelés, à raison de un par Membre, à composer, avec les ressortissants des Etats disposant d'un siège permanent au Conseil, la Commission des communications et du transit: Belgique, Bolivie, Chine, Colombie, Egypte, Espagne, Estonie, Hongrie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Turquie, Uruguay.

[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]

### 2. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES <sup>1</sup>

#### I

L'Assemblée,

Reconnaissant que les événements politiques des derniers mois et le ralentissement de l'activité économique générale qui a entraîné une baisse des cours des produits de base rendent difficile, pour le moment, toute politique concertée tendant à atténuer le contrôle des changes, comme l'avait envisagé la dernière Assemblée;

Constatant avec anxiété le ralentissement de l'activité économique dont souffrent presque tous les pays:

1<sup>o</sup> Invite instamment tous les gouvernements, lorsqu'ils étudieront les mesures qu'il convient d'adopter pour stimuler l'activité économique, à veiller à ce que ces mesures ne créent pas dans d'autres pays des perturbations susceptibles d'aggraver la dépression générale et d'aller ainsi à l'encontre des fins mêmes en vue desquelles elles ont été prises;

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la deuxième Commission, voir document A.64.1938.II.B.

2° Invite instamment les gouvernements à prendre toutes les dispositions possibles pour développer le commerce international par l'atténuation des mesures de restrictions, telles que contingents, tarifs exagérés, etc., et par la conclusion de traités de commerce bilatéraux fondés sur le principe de la nation la plus favorisée et, en général, sur celui du traitement non discriminatoire;

3° Invite instamment les gouvernements qui appliquent un système de contrôle des changes à prendre toutes mesures utiles en vue d'atténuer celui-ci et, à cet égard, attire particulièrement leur attention sur les derniers paragraphes du document intitulé « Rapport sur le contrôle des changes » (document C.232.M.131.1938.II.A), qui a été soumis à l'Assemblée, et invite tous les pays, au moment de la conclusion d'accords bilatéraux avec ces gouvernements, d'aider ceux-ci de leur mieux pour effectuer cette atténuation.

## II

L'Assemblée,

Considérant que les problèmes démographiques jouent un rôle important dans les économies nationales des divers pays aussi bien que dans l'économie générale du monde;

Reconnaissant que les aspects économiques des problèmes démographiques n'ont pas été suffisamment étudiés jusqu'ici:

Prie le Conseil d'instituer un comité spécial d'experts chargé d'étudier les problèmes démographiques, et notamment leurs rapports avec la situation économique, financière et sociale, et de soumettre sur cette question un rapport pouvant présenter une valeur pratique pour les gouvernements en vue de la détermination de leur politique;

Exprime l'espoir qu'au sein de ce comité, un ou plusieurs sièges seront réservés aux experts des pays non membres de la Société des Nations que ce problème intéresse.

## III

L'Assemblée,

Reconnaissant que la réunion, l'étude et la diffusion de renseignements relatifs aux politiques suivies et à l'expérience acquise dans les domaines économique et social sont de nature à contribuer sensiblement à l'amélioration du niveau général du bien-être humain:

1° Prie le Comité de coordination de ne jamais perdre de vue les répercussions de l'ensemble des travaux économiques et financiers de la Société des Nations sur le problème fondamental du niveau d'existence;

2° Prie le Comité économique d'examiner l'opportunité qu'il y aurait à maintenir en existence pour une nouvelle année, son sous-comité chargé de l'étude de ce problème, afin que des propositions précises pour la continuation de ces travaux puissent être soumises à l'Assemblée de 1939;

3° Invite l'Organisation économique et financière:

a) A étendre, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, son enquête sur les crédits agricoles, aux pays qui pourront considérer comme utile une enquête de ce genre, et en premier lieu à la République Argentine et à l'Uruguay;

b) A étudier les méthodes qui permettraient de fournir à l'industrie des crédits à moyen terme;

c) A entreprendre une enquête sur les causes qui ont provoqué le déboisement désastreux et l'érosion du sol dans certaines régions, ainsi que sur les mesures que les gouvernements ont prises pour arrêter et combattre ces tendances;

d) A formuler un avis sur les principes fondamentaux de la politique monétaire et de la politique de crédit qui pourraient être appliqués dans les pays agricoles en vue d'atténuer les répercussions des variations de leur balance des paiements sur l'organisation du crédit et sur le cours du change;

e) A procéder à une étude et à formuler un avis sur les principes dont devrait s'inspirer la législation fiscale pour les grandes catégories d'impôts, telles que l'impôt sur le revenu, les impôts fonciers, les impôts sur le chiffre d'affaires, etc.

f) A procéder, en collaboration avec l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations et le Bureau international du Travail, à une étude comparée sur les besoins physiologiques et sur les habitudes de consommation des différentes classes de la population dans des pays choisis à cet effet;

g) A étudier l'influence sur le niveau d'existence *i)* de différentes catégories d'impôts dans des pays choisis à cet effet, et *ii)*, avec la collaboration de l'Organisation du transit, des frais de transport et de distribution.

#### IV

L'Assemblée approuve les propositions formulées dans le rapport du Comité chargé d'examiner la structure et le fonctionnement de l'Organisation économique et financière de la Société des Nations<sup>1</sup> et la désignation par le Conseil du Comité de coordination mentionné dans ce rapport.

[*Résolutions adoptées le 29 septembre 1938 (matin).*]

---

<sup>1</sup> Document C.169.1938.II.B (voir *Journal Officiel*, mai-juin 1938, page 551).

## V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DES DEUXIÈME ET SEPTIÈME COMMISSIONS

### I. CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE LA VIE RURALE <sup>1</sup>

L'Assemblée,

Ayant été informée de l'état des travaux entrepris pour la Conférence européenne de la vie rurale, dont la convocation est envisagée pour juillet 1939:

Constate avec satisfaction que sa préparation est en bonne voie dans la plupart des pays européens, ainsi que dans les organisations techniques intéressées;

Approuve l'orientation que la Commission préparatoire a imprimée aux travaux préliminaires et les critères suivant lesquels elle a déterminé les objectifs de la Conférence;

Forme des vœux pour le succès de la Conférence et exprime l'espoir qu'elle puisse avoir lieu dans des conditions internationales propres à en garantir les meilleurs résultats.

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

### 2. ALIMENTATION ET HABITATION <sup>2</sup>

#### I

L'Assemblée:

1. Constate avec satisfaction que l'intérêt public pour l'important problème de l'alimentation continue à se développer;

2. Approuve l'œuvre de l'Organisation d'hygiène dans ce domaine et plus particulièrement les efforts poursuivis pour prendre en considération les problèmes de l'alimentation dans les régions extraeuropéennes, tempérées et non tempérées;

3. Constate avec satisfaction que les représentants de dix-neuf comités nationaux de l'alimentation ont été invités à se réunir en octobre 1938 pour procéder à un échange de vues sur les questions qui sont d'un intérêt commun et exprime l'espoir que les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait examineront la possibilité de créer un comité national;

4. Autorise le Conseil, lorsqu'il organisera des réunions annuelles de représentants des Comités nationaux de l'alimentation, selon la résolution de l'Assemblée du 2 octobre 1937, à limiter ces réunions, lorsqu'il l'estimera approprié, à des groupes de pays où le problème alimentaire présente des caractéristiques similaires;

Et donne pouvoir au Conseil, si l'occasion s'en présente, d'inviter des délégués de pays où il existe des organismes publics lesquels, s'ils ne sont pas des comités nationaux de l'alimentation, exercent néanmoins des fonctions analogues.

---

<sup>1</sup> Pour le rapport des deuxième et septième Commissions, voir document A.56.1938.

<sup>2</sup> Pour le rapport des deuxième et septième Commissions, voir document A.59.1938.III.

II

L'Assemblée:

1. Approuve l'œuvre de l'Organisation d'hygiène dans le domaine de l'habitation urbaine et rurale;
2. Exprime l'espoir que, dans la préparation de son rapport spécial sur l'habitation, conformément aux termes de la résolution du 2 octobre 1937, l'Organisation économique et financière de la Société des Nations pourra prêter une attention spéciale aux aspects financiers des problèmes d'urbanisme;
3. Prie le Comité financier de prendre connaissance de ce rapport lorsqu'il sera terminé, de façon à examiner s'il serait utile aux gouvernements d'étendre ces études à d'autres aspects de la politique du logement;
4. Prie les gouvernements d'apporter tout leur concours à l'Organisation financière de la Société des Nations dans l'étude de ce problème.

*[Résolutions adoptées le 29 septembre 1938 (matin).]*

---

## VI. RÉOLUTIONS ET RECOMMANDATION ADOPTÉES A LA SUITE DU RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION

### RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS ET PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES CONTRE LES BOMBARDEMENTS AÉRIENS EN CAS DE GUERRE <sup>1</sup>

#### I. *Réduction et limitation des armements.*

L'Assemblée,

Rappelant sa résolution du 30 septembre 1937, qui recommandait la conclusion d'une convention sur la publicité des dépenses de défense nationale;

Considérant que le Bureau de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements se réunira incessamment pour examiner les observations présentées à ce sujet par les gouvernements;

Prenant acte des renseignements recueillis comme suite à sa recommandation du 30 septembre 1937 relative au contrôle de la fabrication et du commerce des armes, munitions et matériel de guerre:

1<sup>o</sup> Prie les gouvernements qui n'ont pas donné suite à sa recommandation concernant le contrôle de la fabrication et du commerce des armes, munitions et matériel de guerre, de le faire avant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée;

2<sup>o</sup> Prie les Membres de la Société des Nations de communiquer régulièrement au Secrétaire général les modifications qui seraient apportées en cette matière à leur législation ou à leurs méthodes administratives;

3<sup>o</sup> Prie enfin le Secrétaire général de transmettre au Bureau de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements et aux gouvernements de tous les États qui sont ou ont été représentés à ladite Conférence, la présente résolution, ainsi que les procès-verbaux des débats de la troisième Commission y relatifs.

#### II. *Protection des populations civiles contre les bombardements aériens en cas de guerre.*

L'Assemblée,

Considérant qu'à de nombreuses reprises et par ses organes les plus autorisés, l'opinion publique a manifesté l'horreur que lui inspire le bombardement des populations civiles;

Considérant que cette pratique, qui ne correspond à aucune nécessité militaire et ne fait, comme l'expérience le prouve, que causer des souffrances superflues, se trouve condamnée par les principes reconnus du droit international positif;

Considérant, d'autre part, que si ce principe s'impose au respect de tous les États sans qu'il faille lui donner une consécration nouvelle, il est nécessaire et urgent de le soumettre à une réglementation spécialement adaptée à la guerre aérienne et qui tienne compte des leçons de l'expérience;

Considérant que la solution de ce problème, qui intéresse tous les États, membres ou non de la Société des Nations, exige des études techniques et un examen approfondi;

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la troisième Commission, voir document A.69.1938.IX.



Considérant que le Bureau de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements doit se réunir incessamment et qu'il lui appartient d'aviser aux moyens pratiques d'entreprendre les travaux nécessaires dans les meilleures conditions pour aboutir à un accord aussi général que possible:

I. Reconnaît les principes suivants comme devant servir de base à toute réglementation ultérieure:

- 1<sup>o</sup> Le bombardement intentionnel de populations civiles est contraire au droit;
- 2<sup>o</sup> Les objectifs visés du haut des airs doivent constituer des objectifs militaires légitimes et pouvoir être identifiés;
- 3<sup>o</sup> Toute attaque contre des objectifs militaires légitimes doit être exécutée de manière que les populations civiles du voisinage ne soient pas bombardées par négligence;

II. Saisit en outre l'occasion pour affirmer à nouveau que l'emploi des moyens chimiques ou bactériens dans la conduite de la guerre est contraire au droit international, comme l'ont rappelé notamment la résolution de la Commission générale de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements du 23 juillet 1932 et la résolution du Conseil du 14 mai 1938.

#### *Recommandation.*

L'Assemblée,

Se référant à sa résolution en date de ce jour sur le problème général des bombardements aériens contre les populations civiles;

Ayant en vue la situation actuelle, notamment en Espagne et en Extrême-Orient, et soucieuse de prévoir les mesures qui pourraient être prises en attendant qu'une réglementation d'ensemble ait pu être établie par un accord général:

Félicite le Gouvernement du Royaume-Uni d'avoir pris l'initiative de constituer une Commission d'enquête pour examiner des cas de bombardements aériens de populations civiles en Espagne;

Après avoir pris connaissance du rapport<sup>1</sup> établi par cette Commission sur un certain nombre de cas qu'elle a déjà examinés, exprime l'avis que le développement de cette heureuse initiative sur le plan international pourrait contribuer à rendre efficace la condamnation de cette méthode de guerre par l'opinion publique et à en arrêter l'emploi;

Prend acte de la demande du Gouvernement chinois pour l'envoi d'une Commission internationale afin d'examiner les cas de bombardements aériens de populations civiles en Chine;

Rappelle qu'en vertu du Pacte, le Conseil « connaît de toutes questions rentrant dans la sphère d'activité de la Société », notamment en ce qui concerne l'observation rigoureuse des « prescriptions du droit international reconnues comme règle de conduite effective des gouvernements »;

Recommande au Conseil:

- a) De se mettre d'accord avec le Gouvernement du Royaume-Uni afin d'assurer que la Commission d'enquête déjà en fonction pour l'Espagne adresse un exemplaire de ses rapports au Secrétaire général de la Société des Nations en sorte qu'ils soient par ses soins distribués aux Etats membres, publiés et soumis au Conseil;

---

<sup>1</sup> Document A.III/4.1938.

b) De prendre en considération tout autre appel, motivé par le bombardement aérien de populations civiles, tendant à faire constater par une Commission internationale les cas de recours aux pratiques condamnées en vertu des principes du droit des gens rappelés dans la résolution en date de ce jour, et de réunir, pour étude objective, toute documentation utile.

*[Résolutions et recommandation adoptées  
le 30 septembre 1938 (matin).]*

---

## VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DU RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION

### QUESTIONS FINANCIÈRES

#### I

L'Assemblée approuve le rapport de la quatrième Commission (document A.72.1938.X) et adopte les résolutions et décisions qui y sont proposées.

#### II

L'Assemblée:

1. Adopte définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le dix-neuvième exercice financier clos le 31 décembre 1937 (documents A.3 et A.3(a), (b), (c) et (d).1938.X);

Prend acte des observations de la Commission de contrôle relatives à ces comptes et adopte ses conclusions, sauf en ce qui concerne le « Compte destiné à couvrir des pertes éventuelles », qui ne doit être utilisé que dans la mesure où des pertes de capital se produiraient.

2. Adopte pour le vingt et unième exercice, qui sera clos le 31 décembre 1939, le budget des dépenses de la Société des Nations s'élevant à 32.234.012 francs suisses, et le budget de recettes s'élevant à 22.799.327,18 francs-or;

Prend acte des passages pertinents des rapports de la Commission de contrôle et adopte ses conclusions;

3. Nonobstant les dispositions de l'article 38 a) du Règlement financier, décide que l'excédent de 1937, s'élevant au total à 4.558.625,20 francs-or, sera affecté comme suit:

	Francs-or
i) A la réduction des contributions de 1939 . . .	2.373.058,77
ii) A la réduction des contributions futures . . .	1.060.209,78
iii) Au Fonds de garantie . . . . .	240.586,22
iv) Au Fonds de réserve . . . . .	884.770,43
	<hr/>
	4.558.625,20

4. Ayant examiné les premier, deuxième et troisième rapports présentés par la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1938 (documents A.5 et A.5(a) et (b).1938.X):

a) Prend acte de ses recommandations relatives à la responsabilité de la Société en ce qui concerne les organismes placés sous ses auspices, au compte immobilier et au compte de réfection;

b) Décide que les quotes-parts du Paraguay, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, de l'Italie et du Salvador dans le Compte d'avances leur seront

remboursées au moment où leur retrait deviendra effectif, pourvu que ces pays se soient, à ce moment, acquittés intégralement de leurs obligations en ce qui concerne les contributions dues à la Société des Nations;

c) Décide que les mots suivants seront substitués aux deux dernières lignes du paragraphe I de l'article 23 du Règlement financier:

« ... et seront, à titre de recettes accessoires, portés en déduction des prévisions inscrites au budget, sauf dispositions contraires figurant dans le présent Règlement ou résultant d'une décision de l'Assemblée. »

d) Approuve le projet <sup>1</sup> de la Commission relatif à l'assistance aux membres du personnel auxiliaire quittant le service de la Société des Nations lorsqu'ils atteignent la limite d'âge ou pour raison d'invalidité;

e) Considérant que le Secrétaire général et la Commission de contrôle ne disposent pas encore de tous les éléments de fait et de droit nécessaires pour apprécier l'opportunité d'accepter le legs fait à la Société des Nations par feu Patrice de Riencourt;

Considérant que l'acceptation du legs en question étant de nature à entraîner des obligations financières pour les Membres de la Société est, aux termes du paragraphe I de l'article 23 a) du Règlement financier, subordonné à une autorisation préalable de l'Assemblée:

Donne pleins pouvoirs au Secrétaire général pour, en accord avec la Commission de contrôle, accepter ou refuser ledit legs ou pour transiger à son égard;

L'habilite à prendre toutes mesures — telles que recours aux tribunaux — que le développement ultérieur de la situation pourrait rendre nécessaires;

L'autorise à prélever sur les budgets de 1938 et de 1939, selon les modalités qui paraîtront les mieux appropriées, les dépenses (frais judiciaires, etc.) qu'entraînerait l'acceptation éventuelle dudit legs;

f) Considérant que, pour maintenir dans la plus large mesure possible les activités de la Société des Nations, il est essentiel de faire dans le budget les économies indispensables;

Estimant que le meilleur moyen d'arriver à ce résultat est de confier à un comité spécial, composé de personnalités indépendantes, le soin de procéder à un examen approfondi des charges permanentes inscrites aux budgets du Secrétariat et de l'Organisation internationale du Travail:

Prie le Conseil de nommer un comité de cinq membres, comprenant les présidents de la Commission de contrôle de 1938 et de 1939 et un représentant du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, pour procéder à un examen minutieux des charges permanentes inscrites aux budgets du Secrétariat et de l'Organisation internationale du Travail, et pour recommander toutes économies qui pourraient être réalisées soit immédiatement, soit dans un proche avenir, et

Invite le Secrétaire général et le Directeur du Bureau international du Travail à préparer leurs projets de budget pour 1940 à la lumière des recommandations de ce Comité;

---

<sup>1</sup> Voir annexe 1.

g) Confirmant la décision prise par le Conseil, le 28 janvier 1938:

Décide que la Société des Nations participera à l'Exposition mondiale de New-York, et vote à cet effet un crédit de 1.200.000 francs, dont 900.000 francs seront inscrits au budget de l'exercice 1939;

Autorise le Secrétaire général, dans les limites du crédit total de 1.200.000 francs, à engager en 1938 des dépenses dépassant la somme de 300.000 francs inscrite au budget de cet exercice et à se procurer les disponibilités nécessaires à cet effet par un prélèvement sur le Compte d'avances qui serait remboursé au début de 1939 par imputation sur les crédits votés au budget de l'exercice 1939;

5. Adopte le rapport du Comité spécial des contributions sous sa forme amendée (document A.17.1938.X, texte révisé);

Approuve les termes des arrangements proposés dans le rapport pour le règlement des dettes de l'Albanie, de l'Equateur et du Guatemala;

Approuve les recommandations formulées dans le rapport au sujet de la Chine et de Cuba;

Constate qu'en ce qui concerne l'Autriche:

La première Commission constate que la lettre du Gouvernement allemand, adressée en date du 18 mars 1938 au Secrétaire général, ne constitue pas un préavis de retrait de la Société des Nations au sens prévu par la disposition de l'article premier, paragraphe 3, du Pacte.

L'obligation de verser des contributions pendant deux ans n'est que la conséquence du fait qu'un préavis de retrait de la Société des Nations, donné conformément à la disposition précitée, laisse à l'Etat qui a fait cette notification, pendant la durée de deux ans, les droits et les obligations de Membre de la Société des Nations.

Constate que, si la plupart des Membres de la Société des Nations continuent à s'acquitter de leurs contributions avec une régularité croissante, un certain nombre omettent encore de verser leurs contributions avant la fin de l'exercice pour lequel elles sont dues;

Estime que les services du Comité spécial des contributions sont encore nécessaires et renouvelle en conséquence le mandat des membres suivants pour une nouvelle année:

Comte CARTON DE WIART (Belgique),  
Sir Frederick PHILLIPS (Royaume-Uni),  
M. C. J. HAMBRO (Norvège),  
M. Štefan OSUSKÝ (Tchécoslovaquie);

Nomme comme membre de la Commission: Sir Ramaswami MUDALIAR (Inde) à la place de M. Guani, démissionnaire.

6. Considérant que le barème actuel pour la répartition des dépenses de la Société cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1939:

Nomme, en vue de l'examen des modifications qu'il conviendrait d'apporter au barème actuel, un Comité composé des représentants des délégations suivantes à la quatrième Commission:

République Argentine, Royaume-Uni, Canada, France, Grèce, Inde, Iran, Lettonie, Mexique, Norvège, Pays-Bas et Union des Républiques soviétiques socialistes.

7. Prend acte du rapport du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour l'année 1938 (document A.9.1938.X) et des passages qui ont trait aux questions des pensions dans le deuxième rapport soumis par la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1938;

Décide d'apporter au Règlement de la Caisse des pensions du personnel les amendements qui lui ont été soumis par la Commission de contrôle<sup>1</sup>;

Décide que la Caisse continuera à être évaluée chaque année par l'actuaire-conseil;

Prend acte du rapport sur la cinquième évaluation de la Caisse soumis par l'actuaire-conseil de la Caisse (document A.8.1938.X);

Adopte les comptes de la Caisse tels qu'ils ont été présentés par le Commissaire aux comptes;

Décide de fixer la contribution de la Société des Nations à la Caisse des pensions pour 1939 au titre de l'article 7, paragraphe a), du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, à 9% du montant des traitements soumis à retenue des membres de la Caisse.

8. Désigne comme membres de la Commission de contrôle pour la période de trois ans se terminant le 31 décembre 1941:

M. Carlos Alberto PARDO (République Argentine);

M. DE BOISANGER (France);

Pour la période de deux ans se terminant le 31 décembre 1940:

M. Georges DE OTTLIK (Hongrie).

9. L'Assemblée adopte ce qui suit:

(1) Jusqu'à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée, le Secrétaire général et, pour ce qui concerne l'Organisation internationale du Travail, le Directeur du Bureau international du Travail pourront prendre, avec l'approbation de la Commission de contrôle, se prononçant à la majorité, toutes mesures et toutes décisions administratives ou financières exceptionnelles (y compris les modifications de toutes règles administratives ou financières) qui leur apparaîtraient nécessaires. Ces mesures et décisions auront dans ce cas la même force et valeur que si elles avaient été prises par l'Assemblée.

(2) L'article spécial ci-après est inséré dans le Règlement établissant un système de pensions pour le personnel:

*« Article spécial.*

« 1. Est suspendu, à partir de l'entrée en vigueur du présent article, l'exercice du droit d'obtenir une somme égale au capital constitutif de la pension viagère, conformément à l'article 9, paragraphes 1, 2, 3 et 4, du présent Règlement. Cet exercice restera suspendu tant qu'il n'aura pas été rétabli par décision prise, à la majorité, par la Commission de contrôle, ou jusqu'à la fin de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée, date à laquelle il sera rétabli, sauf décision contraire de l'Assemblée; cette décision aura pour effet de restituer aux fonctionnaires dont les services auront pris fin après ladite entrée en vigueur l'exercice du droit suspendu, compte tenu des annuités qu'ils auraient perçues.

---

<sup>1</sup> Voir annexe 2.

« 2. Le présent article ne s'applique pas:

« a) Aux fonctionnaires dont les services ont pris fin avant l'entrée en vigueur du présent article;

« b) Aux fonctionnaires qui ont donné leur préavis de démission avant le 28 septembre 1938;

« c) Aux fonctionnaires quittant le service parce qu'ils ont atteint ou dépassé la limite d'âge, ou parce que les périodes pour lesquelles ils étaient nommés ont pris fin. »

(3) Les paragraphes (1) et (2) de la présente résolution entreront en vigueur par décision du Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée, lorsque, à son avis, la nécessité exigera une telle décision.

[Résolutions adoptées le 30 septembre 1938 (matin).]

\* \* \*

#### Annexe 1

#### ASSISTANCE AUX MEMBRES DU PERSONNEL AUXILIAIRE QUITTANT LE SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS LORSQU'ILS ATTEIGNENT LA LIMITE D'ÂGE OU POUR RAISONS D'INVALIDITÉ

##### *Dispositions adoptées par l'Assemblée.*

I. Après douze années de service, les membres du personnel auxiliaire au service de la Société des Nations à Genève pourraient se voir attribuer une gratification (versement unique d'une somme forfaitaire) équivalant à huit mois de salaire;

La gratification serait augmentée d'un demi-mois de salaire par année de service en sus de douze années;

La gratification maximum équivaldrait à une année de salaire et pourrait être attribuée après vingt années de service.

II. Dans les cas d'invalidité, le Secrétaire général et le Directeur du Bureau international du Travail pourraient être autorisés, après examen de toutes les circonstances pertinentes, à accorder une allocation ne dépassant pas le montant du salaire d'une année en cas d'invalidité totale, à condition qu'il y ait au moins cinq ans de service. Cette règle ne serait applicable que lorsque l'invalidité ou l'incapacité ne résulterait pas d'un accident causé par le service de l'employé au Secrétariat, étant donné que les membres du personnel auxiliaire sont déjà assurés auprès d'une compagnie privée contre les accidents de cette nature.

\* \* \*

#### Annexe 2

#### AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT DE LA CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL

(1) Le sous-paragraphé suivant est inséré au paragraphe 1 de l'article 1 :

« Toutefois, à partir du 30 septembre 1938, aucun fonctionnaire nommé à l'âge de 45 ans ou à un âge plus avancé ne sera soumis aux dispositions du présent Règlement, à moins qu'il ne s'agisse d'un fonctionnaire appartenant à la Haute Direction. »

(2) Le paragraphe 3 de l'article 1 est amendé comme suit:

« Les fonctionnaires appartenant à la Haute Direction, s'ils ont moins de 45 ans à la date à laquelle ils sont soumis aux dispositions du présent Règlement, peuvent opter entre le régime de pensions prévu par le présent Règlement et la conclusion de contrats d'assurance sur la vie aux conditions prévues à l'article 8. S'ils ont atteint l'âge de 45 ans, ils n'auront pas le droit d'option et devront s'assurer sur la vie;

« Par fonctionnaires appartenant à la Haute Direction on entend:

« a) Pour le Secrétariat: le Secrétaire général, les Secrétaires généraux adjoints, les Sous-Secrétaires généraux et les Directeurs;

« b) Pour le Bureau international du Travail: le Directeur, le Directeur adjoint et les Sous-Directeurs;

« c) Pour le Greffe de la Cour permanente: le Greffier et le Greffier adjoint. »

(3) L'article 8 est amendé comme suit:

« 1. Les règles suivantes s'appliqueront à l'assurance visée à l'article premier, paragraphe 3:

« i) Le fonctionnaire contractera l'assurance lui-même auprès d'une compagnie choisie par lui à ses propres risques; aucune obligation envers la compagnie n'incombera à la Société. L'assurance doit être une assurance sur la vie du fonctionnaire. Elle pourra être une assurance payable au décès ou une assurance mixte. Dans ce dernier cas, le montant assuré ne doit pas venir à échéance avant la fin de la période pour laquelle le fonctionnaire a été nommé et doit être payable au fonctionnaire lui-même. Toutes les ristournes devront être utilisées pour augmenter le montant assuré.

« ii) Les primes seront payées par le Trésorier pour le compte du fonctionnaire. Elles seront imputées sur le budget de la Société jusqu'à concurrence d'une somme qui, en douze mois, ne dépassera pas le montant de la contribution que la Société aurait versée au cours de cette période à la Caisse des pensions en vertu de l'article 7, *littéra a*), si le fonctionnaire avait été soumis à l'application normale du présent Règlement. Le fonctionnaire peut contracter une police d'assurance comportant des primes plus élevées que celles qui peuvent être mises à la charge du budget de la Société. L'excédent des primes sur le montant pouvant être imputé sur le budget sera versé par le fonctionnaire au Trésorier avant la date à laquelle la prime vient à échéance, à moins que le fonctionnaire ne préfère réduire le montant de l'assurance. Le fonctionnaire sera avisé à l'avance de la somme qu'il a à payer et de la date à laquelle cette somme doit être payée.

« iii) Si, après avoir accompli la période de service pour laquelle il a été nommé primitivement, le contrat de ce fonctionnaire est renouvelé pour une ou plusieurs nouvelles périodes, ledit fonctionnaire sera tenu de prendre des mesures, qui devront être jugées satisfaisantes par le Conseil d'administration, ayant pour effet qu'il continuera à être assuré de la manière prévue au paragraphe i) ci-dessus pendant la prolongation de son contrat, et que toutes les sommes venant à être dues à l'échéance d'une police d'assurance contractée par application des dispositions du présent article seront utilisées pour augmenter le montant total de son assurance sur la vie.

« iv) Si le fonctionnaire est promu à un poste plus élevé, les dispositions du paragraphe iii) seront applicables avec toutes les modifications nécessaires.

« 2. Les règles administratives établies aux fins d'application du présent article par le Conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 25 prévoiront notamment que les polices d'assurance devront être déposées entre les mains du Conseil d'administration et qu'elles ne pourront être ni grevées de charges ni cédées. »



## VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION

### I. QUESTIONS SOCIALES <sup>1</sup>

#### I

L'Assemblée,

Considérant que les problèmes d'ordre sanitaire et social sont intimement liés entre eux et qu'en conséquence ces problèmes ne peuvent être résolus de façon efficace que par une coordination rationnelle des efforts et des activités intéressées:

Constata que la Commission consultative des questions sociales, l'Organisation d'hygiène et le Bureau international du Travail, soucieux d'éviter les doubles emplois et les chevauchements et désireux de donner au contraire toute leur valeur aux études poursuivies ou prévues, ont manifesté à plusieurs reprises au regard de leur champ d'action respectif, l'intérêt que présente une telle coordination;

Souligne à nouveau la nécessité d'un système de coordination permanente entre ces institutions, et

Prie le Conseil:

a) D'établir les modalités de ce système de coordination permanente entre la Commission consultative des questions sociales et l'Organisation d'hygiène;

b) De charger le Secrétaire général de rechercher une collaboration permanente analogue avec le Bureau international du Travail.

#### II

L'Assemblée,

Considérant le retard imposé à la réalisation de la recommandation de la Conférence des autorités centrales d'Orient relative à la création d'un Bureau de la Société des Nations en Orient en vue d'aider les pays participant à ses travaux à rassembler et à distribuer aux pays intéressés des renseignements ainsi qu'à accomplir d'autres fonctions relatives à la traite des femmes et des enfants:

Recommande qu'au cours de sa session suivante, la Commission consultative des questions sociales soit invitée à considérer à nouveau la proposition plus en détail, de façon que le projet soit réalisé de la manière la plus complète dès qu'il sera possible de donner suite à la recommandation de la Conférence.

*[Résolutions adoptées le 29 septembre 1938 (matin).]*

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la cinquième Commission, voir document A.62.1938.IV.

## 2. RÉPRESSION DE L'EXPLOITATION DE LA PROSTITUTION D'AUTRUI <sup>1</sup>

L'Assemblée:

Constatant que la majorité des pays qui ont exprimé leur opinion sur les deux projets de la convention relative à la répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui <sup>2</sup>, ont approuvé le but et les principes essentiels de la convention envisagée;

Considérant que la convention comblera des lacunes que laissent subsister les conventions antérieures relatives à la traite des femmes et des enfants;

Constatant qu'un certain nombre de pays qui pratiquent le régime de la réglementation, ont à l'étude ou en cours de préparation une législation susceptible de faire disparaître certaines difficultés qui, actuellement, empêchent plusieurs pays d'adhérer à la convention:

Se déclare en faveur de la convocation d'une conférence pour la conclusion d'une convention destinée à réprimer l'exploitation de la prostitution d'autrui;

Recommande que cette conférence soit convoquée par le Conseil pour l'année 1940, et Charge le Secrétaire général d'inscrire, dans le projet de budget de 1940, le crédit nécessaire pour ladite conférence.

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

## 3. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES

L'Assemblée adopte le rapport de sa cinquième Commission sur les questions pénales et pénitentiaires (document A.70.1938.IV).

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la cinquième Commission, voir document A.63.1938.IV.

<sup>2</sup> Pour le texte des deux projets de la convention, voir documents C.204.M.127.1936.IV, appendice, et C.331.M.223.1937.IV.

## IX. RÉSOLUTIONS ET VŒU ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION

### I. MANDATS <sup>1</sup>

L'Assemblée:

a) Prend acte de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil, en ce qui concerne l'application des principes posés par l'article 22 du Pacte et par les chartes de mandat;

b) Renouvelle l'expression de confiance à leur égard votée par les sessions précédentes de l'Assemblée et rend hommage aux résultats qu'ils ont obtenus grâce à une coopération étroite et franche, dont le maintien est essentiel;

c) Exprime le vœu que les problèmes relatifs à la Palestine soient résolus dans un avenir rapproché et en tenant compte de tous les intérêts légitimes entrant en jeu.

*[Résolution adoptée le 26 septembre 1938 (après-midi).]*

### 2. ASSISTANCE INTERNATIONALE AUX RÉFUGIÉS <sup>2</sup>

#### I.

L'Assemblée,

Vu ses résolutions antérieures dont il résulte que l'Office international Nansen pour les réfugiés ainsi que le Haut Commissariat pour les réfugiés provenant d'Allemagne cesseront leur activité le 31 décembre 1938:

Adopte les dispositions suivantes:

1. Il est institué un Haut Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés relevant jusqu'ici de l'Office international Nansen et du Haut Commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne.

2. Les fonctions du Haut Commissaire sont les suivantes:

a) Assurer la protection politique et juridique des réfugiés telle qu'elle avait été confiée aux organes réguliers de la Société des Nations par l'alinéa 3 de la décision de l'Assemblée du 30 septembre 1930;

b) Veiller à la mise en vigueur et à l'application du statut juridique des réfugiés tel que l'ont défini, notamment, les Conventions du 28 octobre 1933 et du 10 février 1938;

c) Faciliter la coordination de l'œuvre d'assistance humanitaire;

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la sixième Commission, voir document A.53.1938.VI.

<sup>2</sup> Pour le rapport de la sixième Commission, voir document A.54.1938.XII.

d) Seconder les initiatives des gouvernements et les initiatives privées en ce qui concerne l'émigration et l'établissement définitif.

3. Le Haut Commissaire adresse chaque année à l'Assemblée un rapport sur son activité.

4. Dans l'accomplissement de sa mission,

a) Le Haut Commissaire se tient en contact suivi avec les gouvernements intéressés et les organismes de caractère officiel compétents; il entretient des rapports avec le Comité intergouvernemental de Londres;

b) Il entre en contact de la manière qu'il juge la plus utile avec les organisations privées s'occupant des questions de réfugiés.

5. Le Haut Commissaire est incompétent pour engager juridiquement en quoi que ce soit la Société des Nations; celle-ci n'assume aucune responsabilité juridique ou financière du chef de son activité.

6. Le Haut Commissaire nomme, pour l'assister, un Haut Commissaire adjoint et un personnel restreint. Le Haut Commissaire adjoint n'aura pas la même nationalité que le Haut Commissaire.

Le Haut Commissaire consulte les gouvernements des principaux pays de refuge sur la nécessité d'y nommer des représentants. En cas d'avis favorable, il pourra nommer dans ces pays des représentants agréés par ceux-ci.

Ni les membres dudit personnel, ni lesdits représentants ou les collaborateurs de ceux-ci ne peuvent être réfugiés ou anciens réfugiés.

7. La subvention de la Société des Nations est réservée aux dépenses administratives du Haut Commissaire, y compris la rémunération du Haut Commissaire adjoint, du personnel et, le cas échéant, des représentants. Elle ne sera en aucun cas affectée au secours et à l'établissement des réfugiés. Elle est fixée chaque année par l'Assemblée.

8. Le Haut Commissaire peut accepter des fonds des gouvernements ou de source privée; il pourra de même accepter les sommes que lui offrirait l'Office international Nansen pour les réfugiés.

Sans pourvoir lui-même directement à l'assistance des réfugiés, il répartit ces fonds entre les groupements et, le cas échéant, les organismes officiels qu'il juge le plus qualifiés pour assurer une telle assistance.

Les comptes afférents à ces fonds seront périodiquement vérifiés par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations. Le Haut Commissaire, pour l'information de l'Assemblée, fait, dans son rapport annuel à cette dernière, un exposé de son activité dans ce domaine.

9. Le Haut Commissaire et ses services ont leur siège à Londres.

10. Le Haut Commissaire est nommé pour cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939.

2.

L'Assemblée,

Vu sa résolution N<sup>o</sup> 1, prise ce jour, concernant l'assistance internationale aux réfugiés:

Adopte les dispositions suivantes:

1. Le traitement annuel du Haut Commissaire est de 45.000 francs suisses.

2. La subvention accordée par la Société des Nations pour l'année 1939, en application du N<sup>o</sup> 7 de ladite résolution, est fixée à 224.500 francs suisses.

3.

L'Assemblée,

Vu ses résolutions N<sup>os</sup> 1 et 2, prises ce jour, concernant l'assistance internationale aux réfugiés:

Alloue au futur Haut Commissaire une indemnité globale de 20.000 francs suisses couvrant ses frais et sa rémunération pour la période comprise entre la date de la présente résolution et celle du 1<sup>er</sup> janvier 1939, point de départ de son mandat de Haut Commissaire.

4.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance des rapports du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour les réfugiés (document A.21.1938.XII) et du Haut Commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne (document A.25.1938.XII):

Rend hommage à l'énergie et au dévouement inlassables déployés par M. Michael Hansson, sir Neill Malcolm et leurs collaborateurs dans l'accomplissement de leur mission au profit des réfugiés et leur adresse l'expression de sa profonde gratitude pour leurs éminents services;

Rend également hommage aux membres du Comité de direction et du Conseil d'administration de l'Office Nansen, qui ont contribué d'une manière efficace à l'œuvre d'assistance;

Exprime l'espoir que l'expérience acquise par les fonctionnaires de l'Office Nansen et du Haut Commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne sera utilisée dans la mesure du possible par le futur Haut Commissaire, et que ceux d'entre eux dont les services ne pourraient être utilisés par celui-ci puissent être admis si possible au Secrétariat de la Société des Nations ou au Bureau international du Travail.

5.

L'Assemblée,

Vu ses résolutions N<sup>os</sup> 1, 2 et 3, prises ce jour, concernant l'assistance internationale aux réfugiés,

Adopte les dispositions suivantes:

1<sup>o</sup> Sir Herbert EMERSON, G.C.I.E., K.C.S.I., C.B.E., est nommé Haut Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés;

2<sup>o</sup> Cette nomination est faite pour cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939.

*[Résolutions adoptées le 30 septembre 1938 (matin).]*

### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU PACTE: QUESTIONS RELATIVES A L'ARTICLE 16 DU PACTE

L'Assemblée décide de communiquer le présent rapport (document A.74.1938.VII) et ses annexes à tous les Membres de la Société.

*[Résolution adoptée le 30 septembre 1938 (matin).]*

4. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU PACTE: COLLABORATION ENTRE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LES ETATS NON MEMBRES<sup>1</sup>

L'Assemblée,

Ayant pris acte du rapport qui lui a été soumis par le Comité des Vingt-huit pour la mise en œuvre des principes du Pacte au sujet de la collaboration des Etats non membres avec la Société des Nations (document C.308.M.250.1937.VII);

Reconnaissant que depuis la création de la Société des Nations une série d'activités techniques et non politiques ont été entreprises qui, dans certains cas, s'étendent au monde entier:

Rappelle et confirme que la politique de la Société des Nations a toujours visé à faire appel à la collaboration des Etats non membres à ces travaux;

Constata avec satisfaction que cet appel a rencontré un nombre croissant de réponses favorables;

Estime qu'il est de l'intérêt universel de développer cette collaboration;

Considère que toute observation ou suggestion que les Etats non membres pourraient désirer présenter en vue d'une extension de cette collaboration technique et non politique serait favorablement accueillie par les Membres de la Société des Nations représentés à l'Assemblée;

Invite le Secrétaire général à transmettre cette résolution aux Etats non membres.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1938 (matin).]

5. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU PACTE: QUESTION DITE DE LA SÉPARATION DU PACTE ET DES TRAITÉS DE PAIX<sup>2</sup>

I

L'Assemblée,

Considérant que, quel que soit le procédé par lequel les différents Etats ont pu entrer ou peuvent entrer dans la Société des Nations, le Pacte constitue pour tous les Membres de la Société la charte commune qui règle leurs rapports en vue de développer la coopération entre eux et de leur garantir la paix et la sûreté;

Considérant que le Pacte a eu, dès le premier jour, une vie propre se manifestant notamment:

1<sup>o</sup> Par son objet qui est de créer une institution permanente;

2<sup>o</sup> Par l'existence d'une Assemblée et d'un Conseil au moyen desquels s'exerce l'action de la Société des Nations;

3<sup>o</sup> Par le procédé d'admission dans la Société des Nations établi par le Pacte;

4<sup>o</sup> Par la faculté conférée aux Membres de la Société des Nations d'amender le Pacte conformément à la procédure de l'article 26;

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la sixième Commission, voir document A.76.1938.VII.

<sup>2</sup> Pour le rapport de la sixième Commission, voir document A.78.1938.VII.

Considérant que les Membres de la Société des Nations jouissent des mêmes droits, quels que soient l'époque et le mode de leur entrée dans la Société des Nations;

Désireuse, après avoir ainsi énoncé ces caractères essentiels du Pacte, de dissiper certaines équivoques découlant de quelques termes employés dans celui-ci et dont le maintien pourrait être considéré comme un obstacle à l'entrée d'autres Etats dans la Société des Nations;

Constatant que, pour atteindre ce but, il convient d'introduire dans le Pacte, selon la procédure de l'article 26, certains amendements qui n'en affectent ni le sens permanent ni l'esprit, et pour lesquels elle espère pouvoir obtenir le prompt accord des gouvernements;

Estimant que les amendements envisagés correspondent au désir d'élargir la Société des Nations;

Décide:

1<sup>o</sup> De recommander aux gouvernements des Etats membres la prompte ratification du Protocole (document A.79(I).1938.V) contenant les amendements susvisés;

2<sup>o</sup> De prier le Secrétaire général de porter la présente résolution avec le texte desdits amendements à la connaissance des Membres de la Société et des Etats non membres que le Conseil désignera.

## II

L'Assemblée adopte la résolution suivante, comportant amendements au préambule et aux articles premier, 4 et 5, ainsi qu'à l'Annexe du Pacte.

### *Préambule.*

Le préambule sera rédigé comme suit:

« *Attendu que* <sup>1</sup>, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe:

- « d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre,
- « d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur,
- « d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des Gouvernements,
- « de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés,

« *Le présent Pacte a été adopté pour instituer la Société des Nations.* »

### *Article premier.*

Le paragraphe 1 de l'article premier est supprimé.

Le paragraphe 2, qui deviendra le paragraphe 1, sera rédigé comme suit:

« 1. Tout Etat, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement et *qui ne fait pas partie de la Société des Nations*, peut en devenir Membre si son admission est prononcée

---

<sup>1</sup> Les passages en italique sont ceux sur lesquels portent des changements.

par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens. »

Le paragraphe 3 actuel deviendra le paragraphe 2.

*Article 4.*

Le paragraphe 1 sera rédigé comme suit :

« 1. Le Conseil se compose *des Membres de la Société qui y siègent à titre permanent* \*, ainsi que d'autres Membres qui y siègent à titre temporaire. Ces derniers sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaît de choisir. »

\* (Les Membres de la Société qui siégeaient à titre permanent, à la date du 30 septembre 1938, étaient le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la France, l'Italie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes.)

Le paragraphe 2 sera rédigé comme suit :

« 2. *Outre les Membres de la Société ayant un siège permanent*, le Conseil peut, avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, désigner d'autres Membres de la Société dont la représentation sera désormais permanente au Conseil. Il peut, avec la même approbation, augmenter le nombre des Membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil. »

*Article 5.*

Le paragraphe 1 sera rédigé comme suit :

« 1. Sauf disposition expressément contraire du présent Pacte ou *d'accords conférant certaines attributions à la Société des Nations*, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité des Membres de la Société représentés à la réunion. »

*Annexe.*

La partie I de l'Annexe est supprimée.

[*Résolutions adoptées le 30 septembre 1938 (matin).*]

6. SITUATION EN ESPAGNE. PROPOSITION DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL RELATIVE AU RETRAIT DES COMBATTANTS NON ESPAGNOLS

I. L'Assemblée exprime le vœu que le Conseil inscrive à son ordre du jour la proposition soumise à l'Assemblée le 21 septembre 1938 par la délégation espagnole (document A.51.1938), et qu'il l'examine à la lumière des discussions qui ont eu lieu à la sixième Commission.

II. L'Assemblée attire également l'attention du Conseil sur le débat auquel a donné lieu la proposition soumise le 28 septembre 1938 à la sixième Commission par la délégation norvégienne (document A.VI/13.1938).

[*Vœu adopté le 30 septembre 1938 (matin).*]

---



## X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SEPTIÈME COMMISSION

### I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE<sup>1</sup>

#### 1. *Résolution générale.*

L'Assemblée:

Prend acte du rapport de la Commission internationale de coopération intellectuelle (document C.253.M.150.1938.XII) sur les travaux de sa vingtième session; du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle (document C.247.M.145.1938.XII); du rapport spécial sur les concours internationaux d'architecture et arts associés (document C.250.M.148.1938.XII);

Et, constatant le développement continu de l'œuvre de coopération intellectuelle, l'orientation précise et le caractère pratique des travaux en cours:

Approuve le programme arrêté par la Commission pour l'exercice 1938/39.

#### 2. *Chômage des intellectuels.*

L'Assemblée reconnaît la valeur pratique des mesures envisagées par la Commission internationale de coopération intellectuelle pour lutter contre le chômage des jeunes diplômés, et elle engage les gouvernements et leurs administrations à faciliter cette action, dans toute la mesure de leurs moyens, et leur signale l'intérêt de la réunion que tiendra prochainement le Comité international des Bureaux de statistique universitaire.

#### 3. *Conférences et Entretiens.*

L'Assemblée exprime sa gratitude aux Gouvernements luxembourgeois, polonais et tchécoslovaque pour l'accueil qu'ils ont réservé et les facilités qu'ils ont généreusement accordées:

A l'Entretien international d'étudiants à Luxembourg,  
A l'Entretien scientifique de Varsovie sur les théories modernes de la physique,  
A la onzième session de la Conférence des Hautes Etudes internationales, à Prague.

#### 4. *Sciences exactes et naturelles.*

L'Assemblée, constatant avec satisfaction le développement que l'œuvre de coopération intellectuelle a pris dans le domaine des sciences, se félicite de la collaboration instituée avec le Conseil des Unions scientifiques et les Unions scientifiques elles-mêmes.

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la septième Commission, voir document A.65.1938.XII.

5. *Beaux-Arts.*

L'Assemblée:

Reconnait tout l'intérêt que présentent les deux projets de convention élaborés par le Comité de direction de l'Office international des Musées concernant la protection des patrimoines artistiques et historiques nationaux, ainsi que la protection des monuments et œuvres d'art au cours des conflits armés.

Elle souhaite que la Conférence, dont le Conseil a décidé la convocation pour l'année 1939, pour examiner le premier de ces accords, groupe le plus grand nombre possible de gouvernements.

En ce qui concerne le projet de Convention sur la protection des monuments et œuvres d'art au cours des conflits armés, elle remercie le Gouvernement des Pays-Bas de l'offre qu'il a bien voulu faire de consulter à son sujet les gouvernements et, le cas échéant, de convoquer une conférence diplomatique.

6. *Droits intellectuels.*

L'Assemblée forme des vœux chaleureux pour le succès des deux Conférences convoquées par le Gouvernement belge pour 1939 et consacrées respectivement à la revision de la Convention de Berne sur la propriété artistique et littéraire et à l'adoption d'un Statut universel du droit d'auteur; en ce qui concerne plus particulièrement cette dernière Conférence, elle remercie les gouvernements qui ont déjà fait connaître qu'ils s'y feraient représenter, et elle souhaite que le plus grand nombre possible d'Etats veuillent bien adresser sans retard leurs réponses et leurs avis au Gouvernement belge.

Elle se félicite de l'importance du concours apporté par l'Institut international de Coopération intellectuelle à la préparation des deux Conférences et souhaite que cette collaboration soit poursuivie, dans le même esprit et selon les mêmes méthodes.

7. *Commissions nationales de coopération intellectuelle.*

L'Assemblée:

Salue l'initiative prise par la Commission nationale chilienne de convoquer, sous les auspices de l'Organisation de coopération intellectuelle, une Conférence interaméricaine de coopération intellectuelle, qui aurait lieu à Santiago du Chili en janvier 1939;

Se réjouit de l'appui donné par le Gouvernement du Chili à cette manifestation et de l'adhésion de nombreuses délégations de l'Amérique latine;

Souhaite que la Commission internationale de coopération intellectuelle continue, comme elle l'a fait déjà, à prêter un large concours aux organisateurs de la Conférence;

Prend note que le budget de l'exercice 1939 prévoit un crédit de 10.000 francs suisses destiné à apporter un concours financier à l'organisation de la Conférence;

Formule les vœux les plus chaleureux pour le succès de cette manifestation, qui ne manquera pas de contribuer puissamment au progrès de la coopération intellectuelle au double point de vue américain et universel.

[Résolutions adoptées le 29 septembre 1938 (matin).]

2. MOYENS MODERNES DE DIFFUSION UTILISÉS DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX

I.

L'Assemblée,

Rendant hommage aux efforts déployés par la Commission internationale de coopération intellectuelle en vue de l'élaboration et de l'application du programme prévu par

l'Assemblée au cours de sa dix-huitième session, pour l'utilisation des moyens modernes de diffusion dans l'intérêt de la paix (document A.19.1938.XII):

Souligne à cette occasion la valeur de la contribution apportée par les experts en matière de radiodiffusion;

Approuve ce programme et s'en remet à la Commission du soin d'en assurer l'application et de lui rendre compte progressivement des résultats obtenus;

Charge la Commission des communications et du transit et le Comité économique d'entreprendre l'étude recommandée par la Commission internationale de coopération intellectuelle au sujet de l'octroi de facilités spéciales aux reporters de radiodiffusion et de l'octroi d'une franchise douanière pour des échanges de disques et autres enregistrements de son.

## II

L'Assemblée,

Faisant siennes les propositions de sa septième Commission (document A.57.1938);

Déférant à la demande formulée par la Conférence diplomatique tenue à Genève du 10 au 12 septembre 1938, concernant l'application de la Convention du 11 octobre 1933 pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif (document C.588.M.274.1933.XII):

Autorise la Commission internationale de coopération intellectuelle à accomplir la mission qui lui est dévolue par le procès-verbal adopté par ladite Conférence (document C.303.M.177.1938.XII), et portant sur l'application des articles IV, V, VI, VII, IX, XII et XIII de la Convention du 11 octobre 1933.

*[Résolutions adoptées le 26 septembre 1938 (après-midi).]*

### 3. MOYENS D'INFORMATION A LA DISPOSITION DU SECRÉTARIAT <sup>1</sup>

#### I

L'Assemblée,

Après avoir pris connaissance des propositions et suggestions faites par le Secrétaire général dans le document A.30.1938 — « Moyens d'information à la disposition du Secrétariat » — ainsi que du document A.36.1938 — « Concours de scénarios de films cinématographiques sur la Société des Nations » (rapport du jury):

Approuve les diverses propositions et suggestions faites par le Secrétaire général sur ces sujets,

Et demande à la quatrième Commission de bien vouloir inscrire au budget pour 1939 un crédit de 7.500 francs afin de convoquer à nouveau, en 1939, les experts membres du jury susmentionné, pour que le Secrétariat, et en particulier la Section d'information, puissent soumettre à la prochaine Assemblée un programme, avec devis, dans le but de développer l'information par le cinéma sur la Société des Nations et son œuvre.

#### II

L'Assemblée,

Retenant la suggestion que les services d'information radiophonique de la Société des Nations, qui, actuellement, se limitent aux pays d'outre-mer, pourraient être étendus également aux pays d'Europe:

<sup>1</sup> Pour le rapport de la septième Commission, voir document A.67.1938.

Invite le Secrétaire général à examiner dans quelles conditions le poste Radio-Nations à ondes courtes pourrait être complété d'une installation radiophonique à ondes longues et moyennes et à demander sur ce point l'avis technique de la Commission des communications et du transit;

Prie le Secrétaire général de lui soumettre un rapport sur l'ensemble de cette question à temps pour qu'elle puisse l'examiner lors de sa session de 1939.

*[Résolutions adoptées le 29 septembre 1938 (matin).]*

#### 4. UNION INTERNATIONALE DE SECOURS<sup>1</sup>

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport sur l'activité du Comité exécutif de l'Union internationale de secours pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1937 (document A.23.1938.VII):

Rend hommage, une fois de plus, à l'idée généreuse et hautement humanitaire sur laquelle est fondée l'Union internationale de secours;

Se félicite des initiatives prises par le Comité exécutif de l'Union en ce qui concerne la lutte préventive contre les calamités;

Renouvelle le vœu qu'elle exprimait l'année dernière en recommandant aux Etats intéressés d'examiner la possibilité d'adhérer à la Convention conclue à Genève le 12 juillet 1927 (document C.364.M.137.1927.V);

Et décide que l'activité de l'Union internationale de secours sera inscrite chaque année à l'ordre du jour de l'Assemblée.

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

#### 5. TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES

##### I

L'Assemblée,

Ayant pris note de la communication qui émane de la septième Commission et qui concerne le trafic illicite de drogues nuisibles en Extrême-Orient, particulièrement dans les régions de la Chine placées sous le contrôle des forces japonaises, et constatant qu'aucune amélioration ne s'est produite dans la situation au cours de l'année écoulée et même que cette situation a plutôt empiré:

S'associe aux mesures prises par le Conseil pour donner suite aux résolutions adoptées à ce sujet par la Commission consultative lors de ses vingt-deuxième et vingt-troisième sessions, ainsi qu'aux appels adressés, dans ces résolutions, aux gouvernements intéressés.

##### II

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la septième Commission (document A.66.1938.XI) et adopte les conclusions de ce rapport, ainsi que la résolution qui y est contenue.

*[Résolutions adoptées le 29 septembre 1938 (matin).]*

---

<sup>1</sup> Pour le rapport de la septième Commission, voir document A.61.1938.XII.

## 6. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE

L'Assemblée:

1. Constate avec satisfaction que l'Organisation d'hygiène détermine avec soin son programme d'action de façon à aider les administrations sanitaires nationales dans leurs efforts pour combattre la maladie et pour relever le niveau de la santé;

Exprime son appréciation de l'œuvre continue et de portée lointaine que poursuit le Comité d'hygiène;

Et approuve les travaux effectués depuis septembre 1937.

2. Approuve les conclusions du rapport de la septième Commission (document A.58.1938.III), notamment quant à l'utilité de publier un périodique où seraient présentés les faits essentiels de l'œuvre de l'Organisation d'hygiène;

Et renvoie au Comité d'hygiène les suggestions d'ordre technique contenues dans le rapport du rapporteur.

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

---

## XI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DE PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

### I. COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE

L'Assemblée,

Après avoir consulté son Bureau sur la procédure à suivre concernant la question figurant à l'ordre du jour de la session sous le numéro 13: Commission d'étude pour l'Union européenne:

Décide de renouveler pour l'exercice prochain le mandat de la Commission d'étude pour l'Union européenne et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée.

*[Résolution adoptée le 23 septembre 1938 (matin).]*

### 2. SITUATION ACTUELLE EN EUROPE

Les représentants de quarante-neuf nations, réunis en qualité de délégués à l'Assemblée de la Société des Nations, ont suivi avec une vive et croissante angoisse l'évolution de la grave situation qui se manifeste actuellement en Europe.

L'Assemblée est convaincue que les différends existants peuvent être résolus par des moyens pacifiques. Elle sait que le recours à la guerre, quel qu'en soit le résultat, ne garantit pas un juste règlement et qu'il doit inéluctablement entraîner d'indicibles souffrances pour des millions de personnes et mettre en péril l'édifice de la civilisation européenne.

En conséquence, l'Assemblée, exprimant la prière des peuples de tous les pays, formule l'ardent espoir qu'aucun gouvernement n'essaiera d'imposer un règlement par la force.

L'Assemblée salue avec une vive satisfaction les initiatives prises par le Président des Etats-Unis d'Amérique et s'associe pleinement à l'esprit qui les a dictées.

*[Résolution adoptée le 29 septembre 1938 (matin).]*

---

## XII. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

### ELECTION DU SUCCESSEUR DE M. ÅKE HAMMARSKJÖLD

Conformément aux règles fixées dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, l'Assemblée et le Conseil ont élu M. Rafael Waldemar ERICH comme juge à la Cour.

*[Séance du 26 septembre 1938 (après-midi).]*

---

XIII. ÉLECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL

L'Assemblée désigne la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, la GRÈCE et la YOUGOSLAVIE  
comme Membres non permanents du Conseil.

*[Séance du 21 septembre 1938 (après-midi).]*

---



LEAGUE OF NATIONS

---

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Nineteenth Ordinary Session  
from September 12th to 30th, 1938

## CONTENTS

---

Resolutions adopted by the Assembly during its Nineteenth Ordinary Session,  
from September 12th to 30th, 1938.

---

	Page
I. APPOINTMENT OF (a) CREDENTIALS COMMITTEE, (b) NOMINATION COMMITTEE, (c) AGENDA COMMITTEE, (d) GENERAL COMMITTEE:	
1. Appointment of a Credentials Committee . . . . .	5
2. Appointment of a Nomination Committee . . . . .	5
3. Appointment of an Agenda Committee . . . . .	6
4. Appointment of the General Committee . . . . .	6
II. APPOINTMENT OF MAIN COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK . .	7
III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE:	
1. Proposal by the United Kingdom Government to amend Rule 1, Paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly . .	9
2. Work of the International Institute for the Unification of Private Law . . . . .	9
IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE:	
1. Work of the Organisation for Communications and Transit during the Years 1931 to 1938 . . . . .	10
2. Economic and Financial Questions . . . . .	10
V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND AND SEVENTH COMMITTEES:	
1. European Conference on Rural Life . . . . .	13
2. Nutrition and Housing . . . . .	13
VI. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATION ADOPTED ON THE REPORT OF THE THIRD COMMITTEE:	
Reduction and Limitation of Armaments, and Protection of Civilian Populations against Bombing from the Air in case of War . . .	15

	Page
VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORT OF THE FOURTH COMMITTEE:	
Financial Questions . . . . .	18
VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE:	
1. Social Questions . . . . .	24
2. Suppression of the Exploitation of the Prostitution of Others . . . . .	25
3. Penal and Penitentiary Questions . . . . .	25
IX. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE:	
1. Mandates . . . . .	26
2. International Assistance to Refugees . . . . .	26
3. Application of the Principles of the Covenant: Questions relating to Article 16 of the Covenant . . . . .	28
4. Application of the Principles of the Covenant: Collaboration between the League of Nations and Non-member States. . . . .	29
5. Application of the Principles of the Covenant: Question of the so-called Separation of the Covenant from the Peace Treaties . . . . .	29
6. Situation in Spain. Proposal by the Spanish Government relating to the Withdrawal of Non-Spanish Combatants . . . . .	31
X. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SEVENTH COMMITTEE:	
1. Work of the Intellectual Co-operation Organisation . . . . .	32
2. Modern Means of spreading Information utilised in the Cause of Peace. . . . .	33
3. Means of spreading Information at the Secretariat's Disposal. . . . .	34
4. International Relief Union . . . . .	35
5. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs . . . . .	35
6. Work of the Health Organisation . . . . .	36
XI. RESOLUTIONS ADOPTED ON PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY:	
1. Commission of Enquiry for European Union . . . . .	37
2. Present Situation in Europe . . . . .	37
XII. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE:	
Election of a Successor to M. Ake Hammarskjöld. . . . .	38
XIII. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL . . . . .	39

## RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

during its Nineteenth Ordinary Session, from September 12th to 30th, 1938.

---

### I. APPOINTMENT OF (a) CREDENTIALS COMMITTEE, (b) NOMINATION COMMITTEE, (c) AGENDA COMMITTEE, (d) GENERAL COMMITTEE

#### I. APPOINTMENT OF A CREDENTIALS COMMITTEE

The Assembly appointed a Credentials Committee, which was constituted as follows:

Professor George W. PATON (Australia);  
Dr. Rafael María ANGULO (Cuba);  
M. Jesper SIMONSEN (Denmark);  
M. Harald HELLSTRÖM (Finland);  
His Excellency M. A. SÉPAHBODI (Iran);  
His Excellency M. J. FELDMANS (Latvia);  
M. J. P. A. FRANÇOIS (Netherlands);  
His Excellency M. F. GARCÍA-CALDERÓN (Peru);  
His Excellency M. N. SADAK (Turkey).

The Committee made reports to the Assembly, which approved them.

*[Meetings of September 12th (morning) and 13th (afternoon), 1938.]*

#### 2. APPOINTMENT OF A NOMINATION COMMITTEE

The Assembly appointed a Nomination Committee, which was constituted as follows:

Mr. H. T. ANDREWS (Union of South Africa);  
Mr. R. A. BUTLER (United Kingdom);  
His Excellency Dr. D. KARADJOFF (Bulgaria);  
His Excellency M. Luis CANO (Colombia);  
M. Henry BÉRENGER (France);  
His Excellency Sayid Raouf AL CHADIRCHI (Iraq);  
M. C. J. HAMBRO (Norway);  
His Excellency M. T. KOMARNICKI (Poland);  
Professor W. RAPPARD (Switzerland);  
M. J. SOURITZ (Union of Soviet Socialist Republics);  
His Excellency M. V. BENAVIDES (Uruguay).

*[Meeting of September 12th, 1938 (morning).]*

### 3. APPOINTMENT OF AN AGENDA COMMITTEE

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows:

His Excellency Count CARTON DE WIART (Belgium);  
M. M. MELAS (Greece);  
Mr. J. J. HEARNE (Ireland);  
His Excellency M. S. LOZORAITIS (Lithuania);  
His Excellency M. L. PADILLO NERVO (Mexico);  
Mr. R. M. CAMPBELL (New Zealand);  
His Excellency Professor Dr. J. CAEIRO DA MATTA (Portugal).

*[Meeting of September 12th, 1938 (afternoon).]*

### 4. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE

The General Committee of the Assembly for its nineteenth ordinary session was constituted as follows:

(a) *President of the Assembly.*

His Excellency Mr. Eamon DE VALERA (Ireland).

(b) *Vice-Presidents of the Assembly.*

The first delegates of the United Kingdom, France, Switzerland, Sweden, Poland, Siam, Turkey and the Union of Soviet Socialist Republics.

(c) *Chairmen of the Seven Main Committees.*

M. PELLA (Roumania), M. DE NICKL (Hungary), the Right Hon. LAPOINTE (Canada), Count CARTON DE WIART (Belgium), Ali EL SHAMSY Pasha (Egypt), M. OLIVERA (Argentine Republic), M. SCHMIDT (Estonia).

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

M. LOZORAITIS (Lithuania).

(e) *Chairman of the Credentials Committee.*

M. GARCÍA-CALDERÓN (Peru).

*[Meetings of September 12th (afternoon)  
and 13th (afternoon), 1938.]*

---

## II. APPOINTMENT OF MAIN COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK

The Assembly appointed seven main Committees.

[*Meetings of September 12th (afternoon)  
and 13th (afternoon), 1938.*]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report:

### *First Committee (Legal Questions).*

1. Rule 1, Paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly.
2. Unification of Private Law: Work of the International Institute for the Unification of Private Law.

### *Second Committee (Economic, Financial and Transit Questions).*

1. Communications and Transit.
2. Election of Members of the Organisation for Communications and Transit.
3. Structure and Functions of the Economic and Financial Organisation of the League of Nations.
4. Economic and Financial Questions.
5. European Conference on Rural Life.<sup>1</sup>
6. Housing.<sup>1</sup>
7. Nutrition.<sup>1</sup>

### *Third Committee (Reduction and Limitation of Armaments).*

1. Reduction and Limitation of Armaments: Action taken on the Assembly's Resolution of September 30th, 1937.
2. Protection of the Civilian Non-combatant Population against Bombing from the Air in case of War.

### *Fourth Committee (Budgetary and Administrative Questions).*

1. Appointments to the Supervisory Commission.
2. Budget of the League of Nations and Administrative Questions.

### *Fifth Committee (Social Questions).*

1. Social Questions (including Penal and Penitentiary Questions).

---

<sup>1</sup> Questions dealt with jointly by the Second and Seventh Committees.

2. Convention for suppressing the Exploitation of the Prostitution of Others:  
Question of the Convocation of a Conference.

*Sixth Committee (Political Questions).*

1. Mandates.<sup>1</sup>
2. Refugees.
3. Application of the Principles of the Covenant of the League of Nations: Report of the Special Committee.
4. Situation in Spain.<sup>1</sup>
5. Proposal by the Spanish Government relating to the Withdrawal of Non-Spanish Combatants.<sup>1</sup>

*Seventh Committee (Various Technical Questions (Health, Opium, Intellectual Co-operation, etc.)).*

1. Intellectual Co-operation.
2. The League of Nations and Modern Means of spreading Information in the Cause of Peace: Report of the International Committee on Intellectual Co-operation.
3. Means of spreading Information regarding the League at the Secretariat's Disposal: Report by the Secretary-General.
4. International Relief Union.<sup>1</sup>
5. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
6. Health Questions.
7. European Conference on Rural Life.<sup>2</sup>
8. Nutrition.<sup>2</sup>
9. Housing.<sup>2</sup>

*Item referred to the General Committee for Proposals as to the Procedure to be adopted.*  
Commission of Enquiry for European Union.

---

<sup>1</sup> Question added to the Agenda of the Assembly in the course of the session.  
<sup>2</sup> Questions dealt with jointly by the Second and Seventh Committees.

### III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE

#### I. PROPOSAL BY THE UNITED KINGDOM GOVERNMENT TO AMEND RULE I, PARAGRAPH I, OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY <sup>1</sup>

The Assembly decides that Rule I, paragraph I, of the Rules of Procedure of the Assembly shall be amended to read as follows:

“ The Assembly shall meet in general session every year at the seat of the League of Nations, commencing on the Monday which falls in the period September 10th to September 16th inclusive.”

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

#### 2. WORK OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW

The Assembly takes note of the report of the First Committee (document A.42.1938.V) on the work of the International Institute for the Unification of Private Law, and congratulates the Institute on the remarkable work it has accomplished.

*[Resolution adopted on September 26th, 1938 (afternoon).]*

---

<sup>1</sup> For the report of the First Committee, see document A.60.1938.V.



#### IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE

##### I. WORK OF THE ORGANISATION FOR COMMUNICATIONS AND TRANSIT DURING THE YEARS 1931 TO 1938

The Assembly,

After having exercised, through its Second Committee, a special supervision over the work of the Organisation for Communications and Transit during the period which has elapsed since the last General Conference on Communications and Transit (October 1931):

(1) Adopts the report and findings of its Second Committee (document A.68.1938.VIII);

(2) Highly appreciates the results achieved in the various fields of activity of that Organisation and approves its work;

(3) Approves the Second Committee's decision to fix the number of seats on the new Committee for Communications and Transit at eighteen and ratifies the election, for a period of three years as from the present date, of the following Members of the Organisation, whose nationals (one per member) are, together with the nationals of States which have a permanent seat on the Council, to constitute the Committee for Communications and Transit: Belgium, Bolivia, China, Colombia, Egypt, Estonia, Hungary, Netherlands, Norway, Poland, Roumania, Spain, Turkey, Uruguay.

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

##### 2. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS <sup>1</sup>

###### I

The Assembly,

Recognising that the political events of recent months and the recession in general of economic activity which has involved a fall in the price of primary products render it difficult for the time being to pursue a concerted policy towards the relaxation of exchange control contemplated by the last Assembly;

Viewing with concern the recession in economic activity from which almost all countries are suffering:

(1) Urges all Governments, when considering the measures to be adopted to stimulate economic activity, to ensure that the measures enforced will not create such disturbances in other countries as to intensify the general depression and thus defeat the very object for which they were introduced;

---

<sup>1</sup> For the report of the Second Committee, see document A.64.1938.II.B.

(2) Urges Governments to take all possible steps to promote international trade by the relaxation of restrictive measures such as quotas and excessive tariffs and by the conclusion of bilateral commercial treaties based on the most-favoured-nation principle, and in general that of non-discriminatory treatment;

(3) Urges those Governments which enforce a system of exchange control to take all appropriate measures towards its relaxation, and, in this connection, draws their special attention to the closing paragraphs of the document laid before the Assembly entitled "Report on Exchange Control" (document C.232.M.131.1938.II.A), and urges all countries, when concluding bilateral treaties with such Governments, to help them to the best of their ability to effect such relaxation.

## II

The Assembly,

Considering that demographic problems play an important part both in the national economies of the various countries and in the general economy of the world;

Recognising that the economic aspects of demographic problems have hitherto been insufficiently studied:

Requests the Council to constitute a special committee of experts to study demographic problems and especially their connection with the economic, financial and social situation, and to submit a report on the subject which may be of practical value to Governments in the determination of their policies;

Expresses the hope that a place or places will be reserved on the said committee for the experts of countries interested in the problem which are not members of the League of Nations.

## III

The Assembly,

Recognising that the collection, analysis and dissemination of information relating to economic and social policies and experience can contribute materially to raising the general level of human well-being:

(1) Requests the Co-ordination Committee to keep constantly in mind the bearing of the whole economic and financial work of the League on the fundamental problem of the standard of living;

(2) Requests the Economic Committee to consider the advisability of maintaining for another year its Sub-Committee on this subject in order that definite proposals for the further prosecution of this work may be laid before the Assembly of 1939;

(3) Requests the Economic and Financial Organisation:

(a) To extend its enquiry into agricultural credits, within the limits of the budgetary provisions available, to countries that may consider such an enquiry useful, and in the first instance to the Argentine Republic and Uruguay;

(b) To study methods of providing medium-term credit to industry;

(c) To undertake a study of the causes which have led to the harmful deforestation and soil erosion of certain areas and of the measures which Governments have undertaken to check and counteract these tendencies;

(d) To advise upon the fundamental principles of monetary and credit policy which might be applied in agricultural countries with a view to diminishing the

influence of fluctuations in the balance of payments on the credit structure and the rate of exchange;

(e) To study and advise upon the principles on which fiscal legislation dealing with the main categories of taxes, such as income tax, land taxes, turnover taxes, etc., should be based;

(f) To make a comparative study, in co-operation with the Health Organisation of the League of Nations and the International Labour Office, of the physiological needs and of the consumption habits of different classes of the population in selected countries;

(g) To study the influence on the standard of living (i) of different classes of taxes in selected countries, and (ii) in co-operation with the Transit Organisation, of transport and distribution costs.

#### IV

The Assembly approves the proposals contained in the report of the Committee on the Structure and Functions of the Economic and Financial Organisation<sup>1</sup> and the appointment by the Council of the Co-ordination Committee mentioned in that report.

*[Resolutions adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

<sup>1</sup> Document C.169.1938.II.B (see *Official Journal*, May-June 1938, page 551).

## V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND AND SEVENTH COMMITTEES

### I. EUROPEAN CONFERENCE ON RURAL LIFE <sup>1</sup>

The Assembly,

Having been informed of the progress of the work undertaken for the European Conference on Rural Life which it is proposed to convene for July 1939:

Notes with satisfaction that its preparation in most European countries and by the technical organisations concerned is making good progress;

Approves the direction given by the Preparatory Committee to the preliminary work and the bases of the aims of the Conference;

Trusts that the Conference will be successful, and hopes that it may take place in international conditions calculated to guarantee the best results.

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

### 2. NUTRITION AND HOUSING <sup>2</sup>

#### I

The Assembly:

1. Notes with satisfaction the continued growth of public interest in the important problem of nutrition;

2. Expresses its approval of the development of the programme of work of the Health Organisation in this field and, in particular, of the further extension of this work to cover the nutritional problems of extra-European temperate and non-temperate zones;

3. Notes with satisfaction that the representatives of nineteen National Nutrition Committees have been invited to attend a meeting in October 1938, for an exchange of views on matters of common interest, and trusts that Governments which have not already done so will give consideration to the setting-up of such committees;

4. Authorises the Council, in arranging for the annual meetings of representatives of National Nutrition Committees contemplated in the Assembly resolution of October 2nd, 1937, to confine such meetings, in cases where it appears appropriate to do so, to groups of countries whose nutrition problem is broadly similar in character;

And empowers it, should occasion arise, to invite representatives of countries in which there exist public bodies which, while not national nutrition committees, perform similar functions.

---

<sup>1</sup> For the report of the Second and Seventh Committees, see document A.56.1938.

<sup>2</sup> For the report of the Second and Seventh Committees, see document A.59.1938.III.

II

The Assembly:

1. Notes with approval the development of the work of the Health Organisation in urban and rural housing;
2. Expresses the hope that, in the preparation of the special report on housing undertaken by the Economic and Financial Organisation in virtue of the instructions given by its resolution of October 2nd, 1937, it will be possible to devote special attention to the financial aspects of town-planning;
3. Requests the Financial Committee to consider this report when it is completed, with a view to determining whether it would be useful to Governments if the study were extended to cover other aspects of housing policy;
4. Requests Governments to afford the Financial Organisation of the League every assistance in connection with the study of this problem.

*[Resolutions adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

## VI. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATION ADOPTED ON THE REPORT OF THE THIRD COMMITTEE

### REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS AND PROTECTION OF CIVILIAN POPULATIONS AGAINST BOMBING FROM THE AIR IN CASE OF WAR <sup>1</sup>

#### I. *Reduction and Limitation of Armaments.*

The Assembly,

Referring to its resolution of September 30th, 1937, recommending the conclusion of a convention on publicity of national defence expenditure;

Considering that the Bureau of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments will meet shortly to consider the observations of Governments on this subject;

Noting the information collected as the result of its recommendation of September 30th, 1937, on the supervision of the manufacture of and trade in arms, ammunition and implements of war:

(1) Requests those Governments which have not given effect to its recommendation concerning the supervision of the manufacture of and trade in arms, ammunition and implements of war, to do so before the next ordinary session of the Assembly;

(2) Requests the Members of the League of Nations to communicate to the Secretary-General regularly any changes made in this connection in their legislation or administrative methods;

(3) Lastly, requests the Secretary-General to convey the present resolution and the relevant Minutes of the discussions of the Third Committee to the Bureau of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments and to the Governments of all the States which are or have been represented at that Conference.

#### II. *Protection of Civilian Populations against Bombing from the Air in case of War.*

The Assembly,

Considering that on numerous occasions public opinion has expressed through the most authoritative channels its horror of the bombing of civilian populations;

Considering that this practice, for which there is no military necessity and which, as experience shows, only causes needless suffering, is condemned under the recognised principles of international law;

Considering, further, that, though this principle ought to be respected by all States and does not require further reaffirmation, it urgently needs to be made the subject of regulations specially adapted to air warfare and taking account of the lessons of experience;

Considering that the solution of this problem, which is of concern to all States, whether Members of the League of Nations or not, calls for technical investigation and thorough consideration;

---

<sup>1</sup> For the report of the Third Committee, see document A.69.1938.IX.

Considering that the Bureau of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments is to meet in the near future and that it is for the Bureau to consider practical means of undertaking the necessary work under conditions most likely to lead to as general an agreement as possible:

I. Recognises the following principles as a necessary basis for any subsequent regulations:

- (1) The intentional bombing of civilian populations is illegal;
- (2) Objectives aimed at from the air must be legitimate military objectives and must be identifiable;
- (3) Any attack on legitimate military objectives must be carried out in such a way that civilian populations in the neighbourhood are not bombed through negligence;

II. Also takes the opportunity to reaffirm that the use of chemical or bacterial methods in the conduct of war is contrary to international law, as recalled more particularly in the resolution of the General Commission of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments of July 23rd, 1932, and the resolution of the Council of May 14th, 1938.

*Recommendation.*

The Assembly,

Referring to its resolution of this day's date on the general question of the bombing of civilian populations from the air;

Bearing in mind the present situation, notably in Spain and in the Far East, and being anxious to ascertain what measures could be taken pending a comprehensive settlement of the question by general agreement:

Congratulates the United Kingdom Government on having taken the initiative in setting up a Committee of Investigation to examine cases of the bombing from the air of civilian populations in Spain;

Having taken note of the report<sup>1</sup> drawn up by that Committee on a number of cases which it has already examined, expresses the opinion that the development of this happy initiative on international lines might do much to render effective the condemnation of this method of warfare by public opinion and to bring about its discontinuance:

Takes note of the Chinese Government's request for the despatch of an international committee to examine cases of the bombing from the air of civilian populations in China;

Points out that, under the Covenant, the Council "may deal at its meetings with any matter within the sphere of action of the League", especially as regards "the firm establishment of the understandings of international law as the actual rule of conduct among Governments";

Recommends that the Council should:

- (a) Arrange with the United Kingdom Government that the Committee of Investigation already operating in respect of Spain shall send copies of its reports to the Secretary-General of the League of Nations, so that he may have them circulated to States Members, published, and submitted to the Council;

---

<sup>1</sup> Document A.III/4.1938.

(b) Take into consideration any other appeal, arising out of the bombing from the air of civilian populations, directed to establishing, by means of an international committee, cases of recourse to practices condemned under the principles of international law to which reference is made in to-day's resolution, and collect for impartial study any material that may be of use.

*[Resolutions and recommendation adopted  
on September 30th, 1938 (morning).]*

---



VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORT OF THE  
FOURTH COMMITTEE

FINANCIAL QUESTIONS

I

The Assembly approves the report of the Fourth Committee (document A.72.1938.X) and adopts the resolutions and decisions proposed therein.

II

The Assembly:

1. Finally passes the audited accounts of the League of Nations for the nineteenth financial period ended December 31st, 1937 (documents A.3 and A.3(a), (b), (c) and (d). 1938.X);

Takes note of the relevant observations of the Supervisory Commission on the accounts and adopts its conclusions except in regard to the "Account to cover possible losses", which is to be utilised only in so far as capital losses are incurred.

2. Passes, for the twenty-first financial period ending December 31st, 1939, the expenditure budget amounting to 32,234,012 Swiss francs and the income budget amounting to 22,799,327.18 gold francs;

Takes note of the relevant passages of the reports of the Supervisory Commission and adopts its conclusions.

3. Notwithstanding the provisions of Article 38(a) of the Financial Regulations, decides that the surplus for 1937, amounting to a total sum of 4,558,625.20 gold francs, shall be allotted as follows:

	Gold francs
(i) To the reduction of the 1939 contributions . . . . .	2,373,058.77
(ii) To the reduction of future contributions . . . . .	1,060,209.78
(iii) To the Guarantee Fund . . . . .	240,586.22
(iv) To the Reserve Fund . . . . .	884,770.43
	<hr/>
	4,558,625.20

4. Having considered the first, second and third reports of the Supervisory Commission to the 1938 Assembly (documents A.5, A.5(a) and (b).1938.X):

(a) Takes note of its recommendations in regard to the responsibility of the League of Nations in connection with organisations placed under its auspices and in regard to the estate and renovation accounts;

(b) Decides that the shares of Paraguay, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Italy and Salvador in the Working Capital Fund shall be refunded to them at the

moment when their notice of withdrawal takes effect, provided that they have at that time fully discharged their obligations as to League contributions;

(c) Resolves that the following wording be substituted for the last two lines of paragraph 1 of Article 23 of the Financial Regulations:

“ . . . and be deducted as appropriations-in-aid from the estimates put forward in the budget, save as otherwise provided in the present Regulations or decided by the Assembly.”

(d) Approves the scheme<sup>1</sup> proposed by the Commission for assistance to members of the auxiliary staff retiring from the service of the League either upon attainment of the age-limit or through invalidity;

(e) Whereas the Secretary-General and the Supervisory Commission do not as yet possess all the factual and legal data necessary to enable them to express any opinion as to the advisability of accepting the bequest made to the League of Nations by the late Patrice de Riencourt;

And whereas the acceptance of the bequest in question is likely to involve financial liability for the Members of the League and may therefore, in accordance with paragraph 1 of Article 23(a) of the Financial Regulations, only be accepted after authorisation by the Assembly:

Gives full powers to the Secretary-General, in agreement with the Supervisory Commission, to accept or refuse this bequest or to come to some arrangement in the matter;

Empowers him to take any steps—such as resort to the courts of law—as the subsequent development of the situation may render necessary;

Authorises him to charge to the 1938 and 1939 budgets, in such form as he may deem most appropriate, the expenses (legal charges, etc.) entailed by the eventual acceptance of the said bequest;

(f) Considering that it is essential, with a view to maintaining to the fullest possible extent the activities of the League of Nations, to provide necessary economies in the budget:

Is of opinion that this purpose can best be served by a thorough examination of the standing charges in the budgets of the Secretariat and the International Labour Organisation by a special committee of independent persons;

Requests the Council to appoint a committee of five persons, including the 1938 and 1939 Chairmen of the Supervisory Commission, and a representative of the Governing Body of the International Labour Office, to examine thoroughly the standing charges in the budgets of the Secretariat and the International Labour Organisation and recommend what economies can be carried out either immediately or in the near future;

Requests the Secretary-General and the Director of the International Labour Office to prepare their draft budgets for 1940 in the light of the recommendations of the Committee;

(g) Confirming the decision reached by the Council on January 28th, 1938:  
Decides that the League of Nations shall participate in the New York World's Fair, and votes for that purpose an appropriation of 1,200,000 francs, of which 900,000 francs will be included in the budget for the financial year 1939;

---

<sup>1</sup> See Annex 1.

And authorises the Secretary-General, without exceeding the total appropriation of 1,200,000 francs, to incur in 1938 expenditure in excess of the sum of 300,000 francs included in the budget for that year, and to procure the funds required for that purpose by drawing upon the Working Capital Fund, which would be repaid at the beginning of 1939 by a charge upon the credits voted in the budget for the financial year 1939.

5. Adopts the report of the Special Committee on Contributions in the form amended (document A.17.1938.X, revised text);

Approves the terms of the arrangements proposed in the report for the settlement of the debt of Albania, Ecuador and Guatemala;

Approves the recommendations made in the report in the case of China and Cuba;  
Observes that, as regards Austria:

The First Committee finds that the German Government's letter to the Secretary-General of March 18th, 1938, is not a notice of withdrawal from the League of Nations within the meaning of Article 1, paragraph 3, of the Covenant.

The obligation to pay contributions during two years is simply the consequence of the fact that a notice of withdrawal from the League under the above-mentioned provision leaves the State which gives such notice with the rights and obligations of a Member of the League during a period of two years.

Notes that, while the majority of the Members of the League continue to pay their contributions with increasing regularity, a certain number still fail to remit their contributions before the end of the financial year during which they are due;

Considers that the services of the Special Committee on Contributions are still necessary and therefore renews the term of office of the following members for a further year:

COUNT CARTON DE WIART (Belgium),  
Sir Frederick PHILLIPS (United Kingdom),  
M. C. J. HAMBRO (Norway),  
M. Štefan OSUSKÝ (Czechoslovakia);

Appoints on the Committee: Sir Ramaswami MUDALIAR (India) in place of M. Guani, who has retired.

6. Considering that the present scale of the allocation of the expenses of the League will cease to be in force on December 31st, 1939:

Appoints, for the purpose of examining the modifications which should be made in the present scale, a Committee composed of the representatives of the following delegations at the Fourth Committee:

Argentine Republic, United Kingdom, Canada, France, Greece, India, Iran, Latvia, Mexico, Netherlands, Norway and the Union of Soviet Socialist Republics.

7. Takes note of the report of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1938 (document A.9.1938.X) and of the passages relating to pensions questions in the second report of the Supervisory Commission to the 1938 Assembly;

Decides to make in the Staff Pensions Regulations the amendments submitted to it by the Supervisory Commission;<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> See Annex 2.

Decides that the practice of valuing the Fund annually by the Consulting Actuary shall continue;

Takes note of the report on the fifth valuation of the Fund as submitted by the Fund's Consulting Actuary (document A.8.1938.X);

Adopts the accounts of the Fund as submitted by the Auditor;

Decides that the contribution of the League to the Pensions Fund for 1939, under Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations, shall be 9% of the pensionable emoluments of the members of the Fund.

8. Appoints as members of the Supervisory Commission for the period of three years ending December 31st, 1941:

M. Carlos Alberto PARDO (Argentine Republic);  
M. DE BOISANGER (France),

For the period of two years ending on December 31st, 1940:

M. Georges DE OTTLIK (Hungary).

9. The Assembly decides as follows:

(1) Until the next ordinary session of the Assembly, the Secretary-General and, as regards the International Labour Organisation, the Director of the International Labour Office, acting with the approval of the Supervisory Commission, which may take all decisions by a majority vote, shall have power in their discretion to take any exceptional administrative or financial measures or decisions which appear necessary (including the amendment of administrative or financial regulations) and such measures and decisions shall have the same force and effect as if they had been taken by the Assembly.

(2) The following "Special Article" is inserted in the Pensions Regulations:

*"Special Article.*

" 1. The right to receive the 'present value' of an annuity in virtue of Article 9, paragraphs 1, 2, 3 and 4, of the present Regulations, is suspended from the date of entry into force of the present article until its revival is decided by the Supervisory Commission, acting by a majority vote, or until the close of the next ordinary session of the Assembly, at which date it shall revive unless otherwise decided by the Assembly. On the revival of the right, officials whose service has terminated since the aforementioned date shall be entitled to exercise such suspended right subject to account being taken of the annuities they have received.

" 2. The present article does not apply:

" (a) To officials whose service terminated before the article came into force;

" (b) To officials who had given notice of resignation before September 28th, 1938;

" (c) To officials retiring as the result of having reached or passed the superannuation age, or as the result of the expiration of the periods for which they were appointed."

(3) Paragraphs (1) and (2) of the present resolution shall be brought into force by a decision of the President of the nineteenth session of the Assembly, if and when, in his opinion, a state of emergency has arisen.

*[Resolutions adopted on September 30th, 1938 (morning).]*

\* \* \*

#### Annex 1

#### ASSISTANCE TO MEMBERS OF THE AUXILIARY STAFF RETIRING FROM THE SERVICE OF THE LEAGUE EITHER UPON ATTAINMENT OF THE AGE-LIMIT OR THROUGH INVALIDITY

##### *Scheme adopted by the Assembly.*

I. After twelve years of service, a member of the auxiliary staff of the League at Geneva may be granted a gratuity (single lump-sum payment) equal to eight months' pay;

For every year of service exceeding twelve years, the gratuity would be increased by one half-month's pay;

The maximum gratuity would be one year's pay, and would be attainable after twenty years of service.

II. In cases of invalidity, the Secretary-General and the Director of the International Labour Office might be empowered, after consideration of the relevant circumstances, to make a grant not exceeding one year's pay in cases of total disablement, provided a minimum of five years of service had been completed. Such provision would be operative only where the invalidity or disablement was not due to an accident caused by the employee's services in the Secretariat, since the members of the auxiliary staff are already insured with a private company against such accidents.

\* \* \*

#### Annex 2

#### AMENDMENTS TO THE STAFF PENSIONS REGULATIONS

(1) The following sub-paragraph shall be inserted in paragraph 1 of Article 1:

" Provided always that, as from September 30th, 1938, no official who has reached the age of 45 years shall become subject to the present Regulations unless he is appointed as a Principal Officer."

(2) Paragraph 3 of Article 1 shall be amended to read as follows:

" If they are below the age of 45 years when they become subject to the present Regulations, officials who are classed as Principal Officers shall have the choice between the system of pensions provided by the Regulations and the conclusion of policies of insurance on their lives on the terms provided for in Article 8. If they have reached the age of 45 years, they shall have no option, but must contract such insurances.

" As principal officers shall be considered:

" (a) In the Secretariat: the Secretary-General, Deputy Secretaries-General, Under-Secretaries-General and Directors;

" (b) In the International Labour Office: the Director, Deputy Director and Assistant Directors;

" (c) In the Registry of the Permanent Court: the Registrar and the Deputy Registrar."

(3) Article 8 shall be amended to read as follows:

" 1. The following rules shall apply to the insurance mentioned in Article 1, paragraph 3:

" (i) The official shall contract the insurance himself with a company selected by him at his own risk; the League shall incur no obligations towards the company. The insurance must be on the life of the official. It may be a whole life insurance or an endowment insurance. In the latter case, the sum insured must not fall due before the end of the period for which the official has been appointed and must be payable to the official himself. Any bonuses must be applied to increase the amount insured.

" (ii) The premiums shall be paid by the Treasurer on behalf of the official. They shall be charged to the League's budget up to an amount which, in any twelve months, shall not exceed the amount which the League would have contributed in that period to the Pensions Fund under Article 7, item (a), if the official had been subject to the normal application of the present Regulations. The official may take out a policy with premiums greater than can be charged to the League's budget. Any excess of the premiums over the amount chargeable to the budget shall, unless the official prefers to reduce the amount of the insurance, be paid by the official to the Treasurer before the date on which the premium is due. The official shall be notified in advance of the amount payable by him and the date on which it must be paid.

" (iii) If after serving during the period for which he was originally appointed the official is reappointed for a further period or periods, he shall make arrangements, which must be satisfactory to the Administrative Board, having the effect that he continues to be insured in the manner set out at (i) above during the prolongation of his service and that any amounts becoming due on the maturity of policies taken out in application of the present article are applied to increase the total insurance on his life.

" (iv) If the official is promoted to a higher post, the provisions of paragraph (iii) shall apply with any necessary modifications.

" 2. Rules made by the Administrative Board for the application of the present article, in virtue of its powers under Article 25, shall provide, *inter alia*, for the deposit with it of the insurance policies and for preventing them from being charged or assigned."

---

## VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE

### I. SOCIAL QUESTIONS <sup>1</sup>

#### I

The Assembly,

Considering that health and social problems are closely interconnected, and that in consequence these problems cannot be effectively solved without rational co-ordination of effort and activity:

Notes that the Advisory Committee on Social Questions, the Health Organisation and the International Labour Office, desirous of avoiding duplication of work and overlapping and of enabling the maximum benefit to be derived from studies now in course of preparation or contemplated for the future, have on several occasions indicated, each with reference to its own field of action, the desirability of such co-ordination;

Again urges the need for organising a permanent system of co-ordination between those bodies; and

Requests the Council:

(a) To determine the methods to be employed in this system of permanent co-ordination between the Advisory Committee on Social Questions and the Health Organisation;

(b) To instruct the Secretary-General to secure permanent collaboration of a similar kind with the International Labour Office.

#### II

The Assembly,

Having regard to the delay that has arisen in giving effect to the recommendation of the Conference of Central Authorities in the East that a Bureau of the League of Nations should be created in the East to assist the participating countries in the collection of information and its distribution to them and to perform other functions relating to the traffic in women and children:

Recommends that the Advisory Committee on Social Questions should be invited to reconsider the proposal in fuller detail at its next session, so that, as soon as it is possible to implement the recommendation of the Conference, the scheme may be carried out in the most effective manner.

*[Resolutions adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

<sup>1</sup> For the report of the Fifth Committee, see document A.62.1938.IV.

## 2. SUPPRESSION OF THE EXPLOITATION OF THE PROSTITUTION OF OTHERS <sup>1</sup>

The Assembly,

Noting that the majority of the countries which have expressed their views on the two drafts of the convention for the suppression of the exploitation of the prostitution of others<sup>2</sup> have agreed to the object and main principles of the proposed convention;

Considering that the convention will fill gaps left in the former Conventions concerning the traffic in women and children;

Noting that in a number of regulationist countries legislation is being studied or in preparation which may dispose of certain difficulties that at present prevent some countries from acceding to the convention:

Expresses itself in favour of the convocation of a conference for the conclusion of a convention for suppressing the exploitation of the prostitution of others;

Recommends that this conference should be convoked by the Council for 1940; and

Instructs the Secretary-General to insert the necessary financial provision for such a conference in the draft budget for 1940.

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

## 3. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS

The Assembly adopts the report of its Fifth Committee on penal and penitentiary questions (document A.70.1938.IV).

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

<sup>1</sup> For the report of the Fifth Committee, see document A.63.1938.IV.

<sup>2</sup> For the text of the two drafts of the Convention, see documents C.204.M.127.1936.IV, Appendix, and C.331.M.223.1937.IV.



IX. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATION ADOPTED ON THE  
REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE

I. MANDATES <sup>1</sup>

The Assembly:

(a) Takes note of the activity of the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council concerning the application of the principles laid down in Article 22 of the Covenant and in the texts of the mandates;

(b) Renews the expression of confidence in them voted by previous sessions of the Assembly, and pays a tribute to the results they have achieved, thanks to a close and frank co-operation which it is essential to maintain;

(c) Expresses the hope that the problems relating to Palestine may be solved in the near future, account being taken of all the legitimate interests at stake.

*[Resolution adopted on September 26th, 1938 (afternoon).]*

2. INTERNATIONAL ASSISTANCE TO REFUGEES <sup>2</sup>

I.

The Assembly,

Having regard to its previous resolutions under which the Nansen International Office for Refugees and the Office of the High Commissioner for Refugees coming from Germany are to cease their activities as from December 31st, 1938:

Adopts the following provisions:

1. A High Commissioner of the League of Nations shall be constituted to deal with refugees hitherto coming under the Nansen International Office and the Office of the High Commissioner for Refugees coming from Germany.

2. The High Commissioner's duties will be as follows:

(a) To provide for the political and legal protection of refugees, as entrusted to the regular organs of the League by paragraph 3 of the Assembly's decision of September 30th, 1930;

(b) To superintend the entry into force and the application of the legal status of refugees, as defined more particularly in the Conventions of October 28th, 1933, and February 10th, 1938;

(c) To facilitate the co-ordination of humanitarian assistance;

(d) To assist the Governments and private organisations in their efforts to promote emigration and permanent settlement.

---

<sup>1</sup> For the report of the Sixth Committee, see document A.53.1938.VI.

<sup>2</sup> For the report of the Sixth Committee, see document A.54.1938.XII.

3. The High Commissioner shall report to the Assembly annually on his work.
4. In the performance of his duties:

(a) The High Commissioner shall keep in close touch with the Governments concerned and the competent official bodies, and shall maintain relations with the Intergovernmental Committee in London;

(b) He shall establish contact, in such manner as he may think best, with private organisations dealing with refugee questions.

5. The High Commissioner shall have no power to enter into any legal commitment whatsoever on behalf of the League of Nations: the League assumes no responsibility, legal or financial, in respect of his activities.

6. The High Commissioner shall appoint a Deputy High Commissioner and a small staff to assist him. The Deputy High Commissioner shall not have the same nationality as the High Commissioner.

The High Commissioner shall consult the Governments of the principal countries of refuge as to the need for appointing representatives therein. Should they agree, he may appoint to those countries representatives approved by them.

Neither the members of the High Commissioner's staff nor the aforesaid representatives or their assistants may be refugees or former refugees.

7. The grant from the League of Nations shall be appropriated for the High Commissioner's administrative expenses, including the emoluments of the Deputy High Commissioner, the staff and the representatives, if any. It may in no case be employed for the relief and settlement of refugees. It shall be fixed by the Assembly year by year.

8. The High Commissioner may accept funds from Governments or private sources; he may likewise accept any sums that may be offered to him by the Nansen International Office for Refugees.

He shall not himself directly provide assistance to refugees, but shall allot the aforesaid funds among such organisations and such official bodies, if any, as he may consider best qualified to administer such assistance.

The accounts in respect of these funds shall be periodically audited by the Auditor of the League of Nations. For the information of the Assembly, the High Commissioner shall include in his annual report a statement of his activities in this field.

9. The High Commissioner and his organisation shall have their headquarters in London.

10. The High Commissioner shall be appointed for five years from January 1st, 1939.

2.

The Assembly,

Having regard to its resolution No. 1 adopted to-day concerning international assistance to refugees:

Adopts the following provisions:

1. The High Commissioner's annual salary shall be 45,000 Swiss francs.
2. The grant made by the League for the year 1939 under paragraph 7 of the aforesaid resolution is fixed at 224,500 Swiss francs.

3.

The Assembly,

Having regard to its resolutions Nos. 1 and 2 adopted to-day concerning international assistance to refugees:

Grants to the future High Commissioner an inclusive allowance of 20,000 Swiss francs to cover his expenses and emoluments for the period that will elapse between the date of this resolution and January 1st, 1939, when he takes up the duties of High Commissioner.

4.

The Assembly,

Having examined the reports of the Governing Body of the Nansen International Office for Refugees (document A.21.1938.XII) and the High Commissioner for Refugees coming from Germany (document A.25.1938.XII):

Expresses its appreciation of the tireless energy and devotion displayed by Judge Hansson, Sir Neill Malcolm, and their assistants, in the performance of their mission for the benefit of the refugees, and tenders to them its heartiest thanks for their distinguished services;

Pays a like tribute to the members of the Managing Committee and the Governing Body of the Nansen Office, who have made an effective contribution to the work of assistance;

And expresses the hope that the utmost possible use will be made by the future High Commissioner of the experience gained by the officials of the Nansen Office and the Office of the High Commissioner for Refugees coming from Germany, and that, if possible, places may be found in the Secretariat of the League of Nations or the International Labour Office for those of whose services the High Commissioner is unable to make use.

5.

The Assembly,

In view of its resolutions Nos. 1, 2 and 3, taken to-day regarding international assistance to refugees:

Adopts the following provisions:

(1) Sir Herbert EMERSON, G.C.I.E., K.C.S.I., C.B.E., is appointed High Commissioner of the League of Nations for Refugees;

(2) This appointment is made for five years as from January 1st, 1939.

*[Resolutions adopted on September 30th, 1938 (morning).]*

3. APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT: QUESTIONS RELATING TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Assembly decides to communicate the present report (document A.74.1938.VII), together with its annexes, to all the Members of the League.

*[Resolution adopted on September 30th, 1938 (morning).]*

4. APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT: COLLABORATION BETWEEN THE LEAGUE OF NATIONS AND NON-MEMBER STATES <sup>1</sup>.

The Assembly,

Having noted the report submitted to it by the Committee of Twenty-eight on the Application of the Principles of the Covenant concerning the collaboration of non-member States in the work of the League (document C.308.M.250.1937.VII);

Recognising that since the foundation of the League a series of technical and non-political activities have been established of which the scope is in some cases world-wide:

Re-affirms with approval that it has been the consistent policy of the League to invite the collaboration of non-member States in such work;

Notes with satisfaction that the response to this invitation has steadily increased;

Believes that it is in the universal interest that such collaboration be developed;

Considers that any comment or suggestion for the wider development of such technical and non-political collaboration which non-member States may care to make would be welcomed by the Members of the League represented at the Assembly;

Requests the Secretary-General to transmit this resolution to non-member States.

*[Resolution adopted on September 30th, 1938 (morning).]*

5. APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT: QUESTION OF THE SO-CALLED SEPARATION OF THE COVENANT FROM THE PEACE TREATIES <sup>2</sup>

I

The Assembly,

Considering that, whatever the procedure be whereby various States have entered or may enter the League of Nations, the Covenant is a constitution common to all the Members of the League, regulating their relations with the object of developing co-operation between them and assuring them peace and security;

Considering that, from the first, the Covenant has had an independent existence which is expressed in particular:

- (1) In its essential purpose, which is to establish a permanent institution;
- (2) In the existence of an Assembly and Council, through the instrumentality of which League action is effected;
- (3) In the procedure provided by the Covenant for admission into the League of Nations;
- (4) In the power given to Members of the League to amend the Covenant in conformity with the provisions of Article 26;

---

<sup>1</sup> For the report of the Sixth Committee, see document A.76.1938.VII.

<sup>2</sup> For the report of the Sixth Committee, see document A.78.1938.VII.

Considering that Members of the League of Nations have the same rights whatever be the date and method of their entry into the League;

Desiring, after having thus indicated these essential characteristics of the Covenant, to remove certain difficulties arising out of a number of expressions employed therein, which, if they were to remain, might be considered an obstacle to the entry of other States into the League of Nations;

Noting that, in order to attain this end, certain amendments should be introduced into the Covenant according to the procedure of Article 26, amendments which alter neither the real effect nor the spirit of the Covenant and which, it is hoped, will be promptly agreed to by Governments;

Believing that the proposed amendments will meet the desire to extend the membership of the League of Nations:

Decides:

(1) To recommend to Governments of Members the prompt ratification of the Protocol (document A.79(1).1938.V) embodying the amendments referred to above;

(2) To request the Secretary-General to communicate the present resolution and the text of the said amendments to Members of the League and to States non-members to be named by the Council.

## II

The Assembly adopts the following resolution for the amendment of the Preamble, of Articles 1, 4 and 5, and of the Annex to the Covenant.

### *Preamble.*

The Preamble shall read as follows:

" In order to promote international co-operation and to achieve international peace and security

" by the acceptance of obligations not to resort to war,

" by the prescription of open, just and honourable relations between nations,

" by the firm establishment of the understandings of international law as the actual rule of conduct among Governments, and

" by the maintenance of justice and a scrupulous respect for all treaty obligations in the dealings of organised peoples with one another,

*" This Covenant has been adopted for the establishment of the League of Nations." <sup>1</sup>*

### *Article 1.*

Paragraph 1 shall be struck out.

Paragraph 2 shall become paragraph 1 and shall read as follows:

" 1. Any fully self-governing State, Dominion or Colony *not being a Member of the League of Nations* may become a Member *thereof* if its admission is agreed

---

<sup>1</sup> The amendments are printed in italics.

to by two-thirds of the Assembly, provided that it shall give effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations, and shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments."

Paragraph 3 shall become paragraph 2.

*Article 4.*

Paragraph 1 shall read as follows:

" 1. The Council consist of *Members of the League of Nations entitled to a permanent seat on the Cotuncil,\* and of other Members entitled to a temporary seat thereon. The latter* shall be selected by the Assembly from time to time in its discretion."

\* (The Members of the League entitled to a permanent seat on the Council on September 30th, 1938, were the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, France, Italy and the Union of Soviet Socialist Republics.)

Paragraph 2 shall read as follows:

" 2. *In addition to the Members of the League that have a permanent seat,* the Council may, with the approval of the majority of the Assembly, name additional Members of the League whose representatives shall always be members of the Council; the Council with like approval may increase the number of Members of the League to be selected by the Assembly for representation on the Council."

*Article 5.*

Paragraph 1 shall read as follows:

" 1. Except where otherwise expressly provided in this Covenant or by *agreements conferring certain powers on the League of Nations,* decisions at any meeting of the Assembly or of the Council shall require the agreement of all the Members of the League represented at the meeting."

*Annex.*

The first part of the Annex shall be omitted.

[*Resolutions adopted on September 30th, 1938 (morning).*]

6. SITUATION IN SPAIN. PROPOSAL BY THE SPANISH GOVERNMENT RELATING TO THE WITHDRAWAL OF NON-SPANISH COMBATANTS

I. The Assembly expresses the hope that the Council will place on its agenda the proposal submitted to the Assembly on September 21st, 1938, by the Spanish delegation (document A.51.1938) and will consider it in the light of the discussions which have taken place in the Sixth Committee.

II. The Assembly also draws the attention of the Council to the discussion on the Norwegian delegation's proposal submitted to the Sixth Committee on September 28th, 1938 (document A.VI/13.1938).

[*Recommendation adopted on September 30th, 1938 (morning).*]

---

## X. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SEVENTH COMMITTEE

### I. WORK OF THE INTELLECTUAL CO-OPERATION ORGANISATION <sup>1</sup>

#### 1. *General Resolution.*

The Assembly:

Takes note of the report of the International Committee on Intellectual Co-operation (document C.253.M.150.1938.XII) on the work of its twentieth session, of the report of the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation (document C.247.M.145.1938.XII), and of the special report on International Competitions in Architecture and Associated Arts (document C.250.M.148.1938.XII);

Recognising the continuous progress achieved by the Intellectual Co-operation Organisation, the line adopted and the practical nature of its current work:

Approves the programme drawn up by the Committee for the year 1938/39.

#### 2. *Unemployment amongst Intellectual Workers.*

The Assembly recognises the practical value of the measures contemplated for the campaign carried on by the International Committee on Intellectual Co-operation against unemployment amongst young graduates, and calls upon Governments and their administrations to facilitate its action by all the means in their power, while drawing their attention to the importance of the forthcoming meeting of the International Committee of University Statistics Bureaux.

#### 3. *Conferences and Conversations.*

The Assembly expresses its gratitude to the Luxemburg, Polish and Czechoslovak Governments for their welcome and for the facilities they generously accorded:

At the International Students' Conversation in Luxemburg;

At the Scientific Conversation in Warsaw on Modern Theories of Physics;

At the eleventh session of the International Studies Conference at Prague.

#### 4. *Exact and Natural Sciences.*

The Assembly notes with satisfaction the progress achieved by intellectual co-operation in the scientific sphere, and welcomes the co-operation begun with the Council of Scientific Unions and the Scientific Unions themselves.

---

<sup>1</sup> For the report of the Seventh Committee, see document A.65.1938.XII.

5. *Fine Arts.*

The Assembly:

Recognises the great importance of the two draft Conventions framed by the Directors' Committee of the International Museums Office concerning the protection of national artistic and historical treasures and the protection of historic buildings and works of art in time of war.

It hopes that the Conference which the Council has decided to summon in 1939 to consider the first of these agreements will include representatives of the greatest possible number of Governments.

In regard to the draft Convention on the protection of historic buildings and works of art in time of war, it thanks the Government of the Netherlands for the offer it has been good enough to make to consult Governments on this matter and, should the occasion arise, to summon a diplomatic conference.

6. *Intellectual Rights.*

The Assembly expresses its earnest desire for the success of the two Conferences to be summoned by the Belgian Government in 1939 and concerned with the revision of the Berne Convention on Artistic and Literary Property and with the adoption of a Universal Statute on Authors' Rights, respectively; with regard to the second Conference in particular, it thanks those Governments which have already expressed their intention of taking part and hopes that the greatest possible number of States will forward their replies and their views to the Belgian Government without delay.

It welcomes the valuable co-operation given by the International Institute of Intellectual Co-operation in the preparation of both Conferences and trusts that this co-operation will continue in the same spirit and along the same lines.

7. *National Committees on Intellectual Co-operation.*

The Assembly:

Welcomes the step taken by the Chilean National Committee in convening, under the auspices of the Intellectual Co-operation Organisation, an Inter-American Conference on Intellectual Co-operation, to be held at Santiago, Chile, in January 1939;

Is happy to note the support given by the Chilean Government to this Conference and the proposed participation of numerous delegations from Latin America;

Trusts that the International Committee on Intellectual Co-operation will continue as heretofore to lend its valuable assistance to the organisers of the Conference;

Notes that the budget for the financial year 1939 provides a credit of 10,000 Swiss francs for the purpose of affording financial help in the organisation of the Conference;

Expresses the most earnest wishes for the success of this undertaking, which will undoubtedly do much to promote the progress of intellectual co-operation both from the American and from the world point of view.

[Resolutions adopted on September 29th, 1938 (morning).]

2. MODERN MEANS OF SPREADING INFORMATION UTILISED IN THE CAUSE OF PEACE

I

The Assembly,

Appreciating the efforts made by the International Committee on Intellectual Co-operation with a view to the preparation and application of the programme laid



down by the eighteenth session of the Assembly in regard to the use of modern means of spreading information in the cause of peace (document A.19.1938.XII):

Desires to take this opportunity of stressing the value of the help given by broadcasting experts;

Approves this programme and relies on the Committee to ensure its application and to report from time to time on the results achieved;

Instructs the Committee for Communications and Transit and the Economic Committee to undertake the examination recommended by the International Committee on Intellectual Co-operation regarding the granting of special facilities to broadcasting reporters and Customs exemption for the exchange of gramophone and other sound records.

## II

The Assembly,

Endorsing the proposals of its Seventh Committee (document A.57.1938);

Acceding to the request of the Diplomatic Conference held at Geneva from September 10th to 12th, 1938, concerning the application of the Convention of October 11th, 1933, for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character (document C.588.M.274.1933.XII):

Authorises the International Committee on Intellectual Co-operation to perform the duties devolving upon it under the terms of the Procès-Verbal adopted by the said Conference (document C.303.M.177.1938.XII) concerning the application of Articles IV, V, VI, VII, IX, XII and XIII of the Convention of October 11th, 1933.

*[Resolutions adopted on September 26th, 1938 (afternoon).]*

### 3. MEANS OF SPREADING INFORMATION AT THE SECRETARIAT'S DISPOSAL <sup>1</sup>

#### I

The Assembly,

Having taken note of the proposals and suggestions made by the Secretary-General in document A.30.1938—"Means of spreading Information at the Secretariat's Disposal"—and of document A.36.1938—"Competition for Scenarios of Cinematographic Films on the League of Nations" (jury's report):

Approves the various proposals and suggestions made by the Secretary-General on these subjects;

And requests the Fourth Committee to include in the budget for 1939 an appropriation of 7,500 francs to enable the members of the aforesaid jury to be reconvened in 1939, so that the Secretariat, and more particularly the Information Section, may be able to submit to the next Assembly a programme, with estimates, for the wider dissemination through the medium of the cinema of information about the League and its work.

#### II

The Assembly,

Noting the suggestion that the League of Nations broadcast services, which are at present confined to oversea countries, might be extended to European countries as well:

<sup>1</sup> For the report of the Seventh Committee, see document A.67.1938.

Requests the Secretary-General to consider under what conditions the short-wave Radio-Nations station might be supplemented by a long- and medium-wave station, and to ask for the expert opinion of the Communications and Transit Committee on the point;

And asks the Secretary-General to submit a report on the whole of this matter in time for consideration at its 1939 session.

*[Resolutions adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

#### 4. INTERNATIONAL RELIEF UNION <sup>1</sup>

The Assembly,

Having taken note of the report on the work of the Executive Committee of the International Relief Union for the period from January 1st to December 31st, 1937 (document A.23.1938.VII):

Pays tribute once more to the lofty humanitarian conception on which the International Relief Union is founded;

Welcomes the steps taken by the Executive Committee of the Union in connection with the preventive campaign against calamities;

Renews the hope it expressed last year and recommends the States concerned to consider the possibility of acceding to the Convention concluded at Geneva on July 12th, 1927 (document C.364.M.137.1927.V);

And decides that the work of the International Relief Union shall be placed on the Assembly's agenda every year.

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

#### 5. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS

##### I

The Assembly,

Having taken note of the communication from the Seventh Committee relating to the illicit traffic in dangerous drugs in the Far East, particularly in those areas of China under the control of the Japanese forces, and noting that there has been no improvement in the situation during the past year, but rather that it has become worse:

Associates itself with the action taken by the Council in pursuance of the resolutions adopted on this subject by the Advisory Committee at its twenty-second and twenty-third sessions and with the appeals made therein to the Governments concerned.

##### II

The Assembly takes note of the report submitted by the Seventh Committee (document A.66.1938.XI) and adopts its conclusions and the resolution contained therein.

*[Resolutions adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

<sup>1</sup> For the report of the Seventh Committee, see document A.61.1938.XII.

6. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION

The Assembly,

(1) Noting with satisfaction that the activities of the Health Organisation are being carefully planned in order to assist National Health Administrations in their efforts to control disease and to improve the standard of health:

Places on record its appreciation of the continuous and far-reaching activities of the Health Committee; and

Approves the work accomplished since September 1937.

(2) Approves the conclusions contained in the report of the Seventh Committee (document A.58.1938.III), particularly as to the desirability of publishing a periodical giving the essential facts of the Health Organisation's activities;

And refers the suggestions of a technical character contained in the Rapporteur's report to the Health Committee.

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

XI. RESOLUTIONS ADOPTED ON PROPOSALS OF THE  
GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY

I. COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION

The Assembly,

Having consulted its General Committee on the procedure to be followed with regard to the question appearing on the agenda for the session as Item 13: Commission of Enquiry for European Union:

Decides to renew the mandate of the Commission of Enquiry for European Union for the coming year and to place the question on the agenda for the next session of the Assembly.

*[Resolution adopted on September 23rd, 1938 (morning).]*

2. PRESENT SITUATION IN EUROPE

Representatives of forty-nine States meeting as delegates to the Assembly of the League of Nations have watched with deep and growing anxiety the development of the present grave situation in Europe.

The Assembly is convinced that the existing differences are capable of being solved by peaceful means. It knows that recourse to war, whatever be its outcome, is no guarantee of a just settlement and that it must inevitably bring untold suffering to millions of individuals, and imperil the whole structure of civilisation in Europe.

The Assembly, therefore, voicing the prayer of the peoples of all countries, expresses the earnest hope that no Government will attempt to impose a settlement by force.

The Assembly welcomes with great satisfaction the action taken by the President of the United States of America and fully associates itself with the spirit which inspired it.

*[Resolution adopted on September 29th, 1938 (morning).]*

---

XII. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ELECTION OF A SUCCESSOR TO M. ÅKE HAMMARSKJÖLD

In accordance with the rules laid down in the Statute of the Permanent Court of International Justice, the Assembly and the Council elected M. Rafael Waldemar ERICH a judge of the Court.

*[Meeting of September 26th, 1938 (afternoon).]*

---

XIII. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS  
OF THE COUNCIL.

The Assembly elected as non-permanent Members of the Council the DOMINICAN  
REPUBLIC, GREECE and YUGOSLAVIA.

*[Meeting of September 21st, 1938 (afternoon).]*

---

# THE RECORDS OF THE NINETEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1939. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page iv of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series: £2 or \$10, including any further special supplement to the *Official Journal* that may be published between the nineteenth and twentieth ordinary sessions of the Assembly.

## OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the sessions of the Council of the League of Nations, the text of the reports and resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription (1939) (includ. index) . . . . .	£3	\$15.00, post free.
1920 (all issues) . . . . .	15s.	3.00
1921 " " . . . . .	15s.	3.00
1922 " " . . . . .	£3	12.00
1923 " " . . . . .	£2 10s.	12.00
1924 " " . . . . .	£2 10s.	12.00
1925 " " . . . . .	£2 10s.	12.00
1926 " " . . . . .	£2 10s.	12.00
1927 " " . . . . .	£2 10s.	12.00
1928 " " . . . . .	£2 10s.	12.00
1929-1934 (all issues, including index) . . . . .	£3	15.00
1935-1938 (all issues, including index) . . . . .	£3 15s.	18.75

The prices of the separate numbers vary according to size.

*Subscriptions should begin with the January or the July issue.*

## THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in English, French, German and Spanish.

<i>Annual Subscription</i> (English edition) . . . . .	post free	8/-	\$2.00
(French, German or Spanish edition) . . . . .		5/-	\$1.25

*Subscriptions should begin with the January or the July issue.*

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS  
AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS**

**AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)**

Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.

**ALBANIE — ALBANIA**

Librarija Lumo Skendo, TIRANA.

**ALLEMAGNE — GERMANY**

Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN W. 8.  
Manz'sche Verlagsbuchhandlung (Julius Klinkhardt & Co) G. m. b. H.,  
Kohlmarkt 16, WIEN I.

**ARGENTINE**

Libreria « El Ateneo », calle Florida, 340-344, BUENOS-AIRES.

**AUSTRALIE (Commonwealth d') — AUSTRALIA (Commonwealth of)**

H. A. Goddard Pty., Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.

**BELGIQUE — BELGIUM**

Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du  
Persil, BRUXELLES.

**BOLIVIE — BOLIVIA**

Arnó Hermanos, calle Illimant, N° 10-20, LA PAZ.

**BRESIL — BRAZIL**

« Libreria Allema », Frederico Will, rua da Alfandega, 69, RIO DE  
JANEIRO.

**BULGARIE — BULGARIA**

Librairie Française et Etrangère, J. Carasso & C<sup>ie</sup>, Bd « Tsar Osvo-  
boditel », N° 8, SOFIA.

**CANADA**

League of Nations Society in Canada, 124, Wellington Street, OTTAWA.

**CHILI — CHILE**

Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.

**CHINE — CHINA**

Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, CHANG-HAI.

**COLOMBIE — COLOMBIA**

Libreria Voluntad, S. A., calle Real, 297-301, BOGOTÁ.

**CUBA**

La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.

**DANEMARK — DENMARK**

Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, COPENHAGUE.

**DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**

Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse, 27, DANTZIG.

**ÉGYPTE — EGYPT**

G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din (Opp. Davies Bryan),  
LE CAIRE.

**ÉQUATEUR — ECUADOR**

Victor Janer, GUAYAQUIL.

**ESPAGNE — SPAIN**

Libreria Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.  
Libreria Internacional de Romo, Alcalá, 5, MADRID.

**ESTONIE — ESTONIA**

Akadeemiline Kooperatiiv, Uulkooli T2n, 15, TARTU.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**

Columbia University Press, International Documents Service, 2960,  
Broadway, NEW-YORK, N.Y.

**FINLANDE — FINLAND**

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.

**FRANCE**

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (V<sup>e</sup>).

**GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**

George Allen & Unwin, Ltd., 49, Museum Street, LONDRES, W.C.1.

**GRÈCE — GREECE**

« Eleftheroudakis », Librairie internationale, place de la Constitution,  
ATHÈNES.

**GUATEMALA — GUATEMALA**

Goubaud & Cia., Ltda., Sucesor, GUATEMALA.

**HAÏTI — HAITI**

Librairie-Papeterie, M<sup>me</sup> D. Viard, angle des rues du Centre et des  
CASERNES, PORT-AU-PRINCE.

**HONGRIE — HUNGARY**

Librairie Grill, R. Gergely S.A., Dorottya utca, 2, BUDAPEST.

**INDE — INDIA**

The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A, CALCUTTA.  
Indian Branch Office of the Secretariat of the League of Nations,  
8, Curzon Road, NEW DELHI.

**INDES NÉERLANDAISES — NETHERLANDS INDIES**

Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

**IRLANDE — IRELAND**

Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.

**ISLANDE — ICELAND**

Peter Halldorsson, REYKJAVIK.

**ITALIE — ITALY**

S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini 26, FLORENCE (114).

**JAPON — JAPAN**

League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKIO.  
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi  
Torii-Nichome, TOKIO.  
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.

**LETTONIE — LATVIA**

Latvijas Telegrafa Agentura « Leta », Kr. Barona iela, 4, RIGA.

**LITHUANIE — LITHUANIA**

Kooperacijos Bendrovė « Spaudos Fondas », Laisvės Alėja, 62,  
KAUNAS.

**LUXEMBOURG (Grand-Duché de) — LUXEMBURG (Grand-Duchy of)**

Librairie J. Schummer, place Guillaume, 5, LUXEMBOURG.

**MEXIQUE — MEXICO**

Central de Publicaciones, S. A. (Antes Agencia Mirsachi), Edificio  
« La Nacional », Avenida Juárez, 4, MEXICO, D. F.

**NORVÈGE — NORWAY**

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

**NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**

Whitcombe & Tombs, Ltd., Booksellers, CHRISTCHURCH.

**PALESTINE**

Leo Blumstein, Book and Art Shop, 48, Nahlat Benjamin Street,  
P.O.B. 91, TEL-AVIV.  
The Palestine Educational Co., Messrs. B. Y. & W. A. Said, Jaffa  
Road 98 & 100, P.O.B. 84, JÉRUSALEM.

**PANAMA**

Isidro A. Beluche, Apartado, 755, Avenida Norte, N° 49, PANAMA.

**PARAGUAY**

Libreria Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo, 581,  
ASUNCIÓN.

**PAYS-BAS — NETHERLANDS**

N. V. Martinus Nijhoff's Boekhandel en Uitgevers-Mij., Lange  
Voorhout, 9, LA HAYE.

**POLOGNE — POLAND**

Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.

**PORTUGAL**

J. Rodrigues & Cia, Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.

**ROUMANIE — ROUMANIA**

« Cartea Românească », 3-5, Boul. Regele Carol I, BUCAREST, I.

**SUÈDE — SWEDEN**

Aktiebolaget C. E. Fritzes Kgl. Hofbokhandel, Fredsgatan, 2,  
STOCKHOLM.

**SUISSE — SWITZERLAND**

Librairie Payot & C<sup>ie</sup>, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,  
NEUCHÂTEL, BERNE, BÂLE.  
Hans Raunhardt, Buchhandlung, Kirchgasse 17, ZÜRICH, I.

**TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**

Librairie F. Topic, 11, Narodní, PRAGUE.

**TURQUIE — TURKEY**

Librairie Hachette, succursale de Turquie, 469, av. de l'Indépen-  
dance, Boite postale 2219, ISTAMBOUL.

**VENEZUELA**

Libreria Alejandro d'Empaire, Traposos a Colón, 36, Apartado  
postal 274, CARACAS.

**YUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**

Librairie Geca Kon S. A., 12, rue Knez Mihailova, BELGRADE.  
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli,  
Ilica, 30, ZAGREB.  
Knjigarna « Schwentner », Presernova ulica, LJUBLJANA.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

**Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).**

*For other Countries, apply :*

**Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).**